

Colloque international du CRISES
5^e édition

PROGRAMME

Des émergences à la reconnaissance. Trajectoires d'innovation

*From Emergences to Recognition.
Paths of Innovation*

6 et 7 avril 2017



Université du Québec à Montréal (UQAM)
Pavillon Judith-Jasmin,
Salle Marie-Gérin-Lajoie (local J-M400)
405, rue Sainte-Catherine Est
Montréal, Québec, Canada
📍 Métro Berri-UQAM

www.crisis.uqam.ca

Conférence d'ouverture **JEAN-LOUIS LAVILLE**

Professeur du Conservatoire national
des arts et métiers (Cnam) à Paris.

Avec plus de 80 conférencier-e-s
provenant des cinq continents

Université du Québec à Montréal
Université du Québec en Outaouais
Université du Québec à Chicoutimi
Université de Sherbrooke
Université de Montréal
Université Concordia
Université Laval
HEC - Montréal
TÉLUQ

CRiSES
Centre de recherche sur les innovations sociales

5^E COLLOQUE INTERNATIONAL DU CRISES
5TH CRISES INTERNATIONAL CONFERENCE

DES ÉMERGENCES À LA RECONNAISSANCE. TRAJECTOIRES D'INNOVATION

***From Emergences to Recognition.
Paths of Innovation***

**Université du Québec à Montréal
405, rue Sainte-Catherine Est
Montréal**

Métro Berri-UQAM/ *Berri-UQAM Metro station*

**Accueil et inscription – Salle Marie-Gérin-Lajoie
(Salle J-M400 – UQAM niveau métro)
6 et 7 avril 2017**

Accès WiFi / WiFi Access

Nom du réseau : Visiteurs UQAM

Nom d'utilisateur / Username : crises2017

Mot de passe / Password : 4FN7F4y5

Participez à la conversation sur Twitter / Join the conversation on Twitter



Hashtag: #CRISES2017

MOT DE BIENVENUE
A WORD OF WELCOME

Chère participante,
Cher participant,

Nous avons le plaisir de vous souhaiter la bienvenue au 5^e Colloque international du CRISES sur le thème **Des émergences à la reconnaissance. Trajectoires d'innovation.**

La multiplication et la diversification des expériences innovatrices posent le besoin de faire connaître et reconnaître les pratiques émergentes comme valables, comme justes, et de donner à voir leur capacité à transformer le monde. C'est ainsi qu'on peut passer d'une vision minimaliste de l'innovation sociale, à une approche plus large orientée vers une véritable transformation sociale. Lutter pour faire reconnaître la capacité de la société civile à réinventer le monde, c'est réagir au fameux « il n'y pas d'alternative » si présent dans le discours ambiant des décideurs économiques et politiques. C'est aussi et peut-être surtout donner à voir des initiatives auxquelles le discours dominant donne peu d'importance parce que ne s'inscrivant pas dans sa logique économique. C'est ré-imaginer des institutions et des pratiques à même d'accroître la capacité de la collectivité de favoriser le bien commun. C'est aussi affirmer qu'une société créative et innovatrice devrait s'inscrire dans une vision large de l'innovation orientée vers le développement économique, certes, mais aussi vers la mise en œuvre d'un écosystème d'innovation où les innovations technologiques et les innovations sociales se croisent et se complètent. Un tel écosystème devrait remettre en cause les rapports inégalitaires entre les genres, les populations et les territoires et ce dans le but d'améliorer la qualité de vie des citoyens aussi bien dans leur lieu d'appartenance et dans leur milieu de travail, que dans la société en général ici et ailleurs.

Le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) regroupe des chercheurs provenant de dix institutions universitaires québécoises et canadiennes et compte sur l'appui de plusieurs partenaires socioéconomiques (pour plus d'informations, voir : www.cris.es.uqam.ca).

Au nom du comité organisateur, je vous remercie pour votre participation et vous souhaite un excellent colloque.

Juan-Luis Klein
Directeur, Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)
Director, Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)

Dear Participant,

*It is our great pleasure to welcome you to the 5th CRISES International Symposium **From Emergences to Recognition. Pathways of Innovation.***

The multiplication and diversification of innovative experiences calls on us to acknowledge these emerging practices as valid and legitimate and to demonstrate their capacity to transform the world. As part of that effort, we need to move from a minimalist view of social innovation to a broader approach geared towards real social transformation. The undertaking to recognize the capacity of civil society to reinvent the world means to resist the "there is no alternative" attitude so prevalent in the discourse of economic and political decision-makers. It also means, and perhaps most importantly, to give room to initiatives that have thus far been given little importance by the dominant discourse. It means re-imagining institutions and practices that enhance the capacity of the community to promote the common good. Finally, it also involves affirming that a society's vision of innovation must be broad, in the sense that it must be oriented towards economic development as well as the implementation of an ecosystem where technological and social innovation intersect and complement each other. Such an ecosystem should seek to eliminate any inequalities between genders, populations and territories in order to improve the quality of life of citizens, be it in their home, neighborhood or workplace environment or within society as a whole.

The Center for Research on Social Innovations (CRISES) brings together researchers from ten Quebec and Canadian academic institutions and enjoys the support of several socio-economic partners (for more information, see www.cris.es.uqam.ca).

On behalf of the organizing committee, I thank you for your participation and wish you a successful conference.

THÉMATIQUE DU COLLOQUE

La 5^e édition du Colloque international du CRISES « **Des émergences à la reconnaissance. Trajectoires d'innovation** » vous convie, en compagnie de plus de 80 conférenciers nationaux et internationaux, non seulement à un rendez-vous sur l'apport des expériences socialement innovantes au renouvellement des valeurs, des conceptions du vivre ensemble et de l'organisation du travail et des échanges, mais également à créer du lien entre les différentes initiatives et à co-construire une approche fédératrice.

Les innovations sociales, bougies d'allumage de processus de transformation sociale, se sont multipliées au cours des dernières années. Cependant, la période actuelle semble osciller entre effritement et reconstruction sociale, d'où les références multiples à un état de transition. En effet, bien que ces expériences innovantes partagent des aspirations communes, les liens entre ces initiatives ne sont pas toujours explicités et reconnus. Face aux multiples récupérations des expérimentations innovatrices (parfois même subversives) par le système dominant, cette mise en relation devient nécessaire et nous invite, non seulement à adopter des concepts rompant avec les cadres existants (buen vivir, convivialisme, care, solidarisme, commun(s), délibéralisme, post-colonialisme, technologie sociale, etc.), mais également à construire une vision et un discours fédérateurs capables d'orienter la production de connaissances et l'action. Dès lors, l'étude des innovations sociales nous amène à examiner ce qui se construit, ce qui émerge de la base. Cela invite à une coconstruction d'une approche fédératrice et émancipatrice permettant non seulement une reconnaissance de la pratique par la théorie et une reconnaissance de la théorie par la pratique, mais également une théorisation par observation et mise en dialogue des innovations et transformations en cours.

Par une attention portée aux initiatives et émergences sociales ainsi qu'aux acteurs et actrices qui les mettent en œuvre, ce colloque cherche à participer à la construction d'une telle approche. En effet, il en appelle à un regard sur les initiatives non reconnues par le discours dominant parce que ne s'inscrivant pas dans sa logique élitiste, développementaliste, hiérarchique, universaliste ou productiviste. Il en appelle également à s'intéresser aux possibles, aux potentialités, aux capacités sociales ou encore aux utopies réelles et réalisables qui sauront inspirer et animer de nouveaux imaginaires. Il s'agit de valoriser les initiatives porteuses de cette espérance, de comprendre les possibilités en présence et d'inviter à l'action, à la construction d'un futur souhaitable sur les plans culturel, social, économique et environnemental. Ainsi, le défi en est un de reconnaissance : faire reconnaître les pratiques émergentes comme valables, comme justes, et faire valoir leur capacité à transformer le

monde. Cela renvoie à une forme transformatrice de la reconnaissance où il ne s'agit plus pour les acteurs et actrices qui portent l'innovation d'obtenir l'approbation, ou de négocier des assouplissements, mais de se poser en égaux, comme contributeurs légitimes à la construction du projet social, des modèles interprétatifs et de l'identité commune.

Ces épistémologies et cette vision de la reconnaissance permettent de sortir d'une vision minimaliste de l'innovation sociale, où la société civile, notamment par la voie du tiers-secteur, récolte les résidus de l'État et du marché, alors que la transformation sociale nécessaire pour sortir de la crise sociale, économique et écologique dans laquelle le monde est empêtré doit aller bien au-delà. Ainsi, produire et mobiliser les connaissances nécessaires pour faire reconnaître la capacité de la société civile à réinventer le monde, c'est réagir au déni de l'alternative présent dans le discours ambiant. C'est remettre en question les pratiques instituées et favoriser une perspective de l'innovation sociale nous invitant à réimaginer des institutions et des pratiques souples et évolutives susceptibles d'accroître le pouvoir de la société civile. C'est miser sur les expérimentations en cours comme sentiers, trajectoires, vers un objectif commun. Ainsi, cet événement invite les chercheurs, les experts et les acteurs à explorer les chemins moins accessibles, qui ébranlent et obligent à user d'imagination et de créativité pour appréhender la transformation des sociétés.

Les auteurs ont été invités à répondre aux questions suivantes :

1. Quelles sont les initiatives porteuses de transformation sociale qui cristallisent les valeurs et les aspirations émergentes ? Quels sont les nouvelles configurations d'acteurs et d'actrices et les nouveaux modèles d'action à l'œuvre ?
2. Quelles nouvelles formes de propriété des entreprises ou d'organisation du travail contribuent à la transformation sociale ?
3. De quels concepts, outils épistémologiques et modèles d'analyse disposons-nous pour appréhender les émergences (et les absences) ?
4. Comment s'articulent les innovations sociales et les autres formes d'innovation, notamment les innovations technologiques, dans une perspective de transition écologique ?
5. Quels écosystèmes d'innovation sociale doivent être construits pour conduire à la transformation sociale ?
6. Comment les acteurs de l'innovation sociale arrivent-ils à concilier réparation et transformation sociales, notamment dans les stratégies de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ?
7. Comment s'exprime le potentiel innovant des marges, des oublié-e-s, des invisibles, des subalternes, de ceux et celles qui constituent les angles morts des politiques et programmes de développement ?

CONFERENCE THEME

Social innovation, as a trigger of social transformation processes, have been multiplying in recent years. However currently, we see an alternation between disintegration and social reconstruction, which explains the multiple references in the literature to a kind of transitional state. Indeed, these innovative experiences have many common goals, but find themselves acting with different sets of values and conceptions of how to live and work together. Given the reluctance from the dominant system to take up and learn from innovative (and sometimes even subversive) experiments, such an overarching link becomes necessary. Building such a link calls for us to not only adopt concepts that break with existing frameworks (buen vivir, conviviality, care, solidarity, the commons, “deliberalism”, post-colonialism, social technology, etc.) but also to build a unifying vision and discourse capable of directing the production of knowledge and action. In this context, studying social innovation involves examining what is being built and what is emerging from the bottom. This, in turn, calls for the co-construction of a unifying and liberating approach that fosters not only the recognition of practice by theory and of theory by practice but also a theorization based on empirical observations and the linking up of the innovations and transformations underway.

By paying attention to social initiatives and emergences, as well as the actors who implement them, this conference seeks to participate in the construction of such an approach. Indeed, it calls for a look at initiatives that are not recognized in the dominant discourse because they do not fit in its elitist, developmental, hierarchical, productivist or universalist logic. It also seeks to raise interest in social possibilities, potentials, and capabilities as well as real and achievable utopias that may inspire and animate a new imagination. The aim is to support initiatives that can impart this hope, to recognize existing possibilities, and to invite people to take action in building the future they wish to see for their cultural, social, economic and natural environments. The challenge is thus about building recognition, namely by raising awareness of the emerging practices as being valid and fair, and by asserting their abilities to change the world. This leads to a transformative form of recognition wherein the actors promoting innovation no longer limit themselves to obtaining approval or negotiating greater latitude for action, but instead act as equals and legitimate contributors to the social project, interpretative models and a common identity.

These epistemologies and this vision of recognition allow going beyond a minimalist conception of social innovation in which civil society, in particular through the third sector, is expected to compensate for the withdrawal of the state and the failure of the market—a conception that fails to induce the social transformation required for overcoming the social, economic and environmental crisis engulfing the world. Thus, the fight to raise recognition of the capacity of civil society to reinvent the world involves countering the denial of alternatives in the current discourse. It means to question our ways of doing and thinking in order to adopt a radical vision of social innovation, one which invites us to re-imagine institutions and practices as being flexible and scalable while simultaneously enhancing our collective power. Finally, it also means to support and invest in ongoing experiments as paths all leading towards a common goal. Thus, overall this conference invites us to explore those paths that are less accessible, that challenge us and force us to use our imagination and creativity in order to understand the transformation of societies.

Authors have been invited to discuss any of the aspects mentioned above, namely by responding to one of the following questions.

- 1. What are promising social transformation initiatives that embody the emerging values and aspirations? What new configurations of actors and new models of action are at work?*
- 2. What new forms of ownership of companies or of organizing work and labour relations, contribute to the social transformation?*
- 3. What concepts, epistemological tools and models of analysis do we mobilize to understand the emergences (or the lack thereof)?*
- 4. How do social and other forms of innovation, in particular technological innovations, contribute to ecological transition?*
- 5. What social innovation ecosystems must be built to lead to social transformation?*
- 6. How do social innovation actors manage to reconcile social improvements with social transformations, especially with regard to strategies against poverty and social exclusion?*
- 7. How does the innovative potential of the marginalized, forgotten or invisible segments of the population differ from the blind spots of development policies and programs?*

GRILLE HORAIRE
SCHEDULE

Jeudi 6 avril 2017					
8h00	Accueil et inscriptions <i>Registration</i>				
9h00	Mot de bienvenue / Welcome remarks				
9h15	Conférence d'ouverture <i>Opening speech</i>				
10h00	Pause santé / Break				
10h30	Plénière 1 / Plenary 1				
12h00	Pause repas / Lunch				
13h30	Séances / Sessions				
	2A	2B	2C	2D	2E
15h00	Pause / Break				
15h15	Séances / Sessions				
	3A	3B	3C	3D	3E
16h45	Pause / Break				
17h00	Plénière 3 / Plenary 3				
18h00	Cocktail				

Vendredi 7 avril 2017					
8h30	Accueil et inscriptions <i>Registration</i>				
9h00	Plénière 4 / Plenary 4				
10h00	Pause santé / Break				
	Séances par affiches / Poster session				
11h00	Séances / Sessions				
	5A	5B	5C	5D	5E
12h30	Pause repas / Lunch				
14h00	Séances / Sessions				
	6A	6B	6C	6D	6E
15h30	Pause / Break				
15h45	Plénière 7 / Plenary 7				
17h15	Mot de la fin / Concluding remarks				

CONFÉRENCIER D'OUVERTURE KEYNOTE SPEAKER



JEAN-LOUIS LAVILLE est professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers à Paris (Cnam), où il est titulaire de la Chaire « Économie Solidaire ». Il est également chercheur au Lise (Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, CNRS-Cnam) et à l'IFRIS (Institut Francilien Recherche Innovation Société). Impliqué dans de nombreux réseaux de recherche internationaux, il est le coordinateur européen du *Karl Polanyi Institute of Political Economy*, membre fondateur du réseau européen EMES (qui étudie des réalités socio-économiques telles que l'économie sociale, l'économie solidaire, les organisations coopératives, mutualistes et associatives) et du réseau sud-américain RILESS (Réseau de Chercheurs Latino-américains sur l'Économie Sociale et Solidaire). Il est régulièrement invité

dans plusieurs universités et est associé à des laboratoires de recherche étrangers tels que le CRIDIS (Centre de Recherche Interdisciplinaire, Louvain-la-Neuve) et le CRISES.

Jean-Louis Laville is professor at the Conservatoire National des Arts et Métiers à Paris (Cnam), where he holds the chair of Économie Solidaire. He is also a researcher at Lise (Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, CNRS-Cnam) and at IFRIS (Institut Francilien Recherche Innovation Société). Involved in numerous international research networks, he is the European coordinator of the Karl Polanyi Institute of Political Economy, a founding member of the European EMES network (which studies socio-economic realities such as the social economy, the solidarity economy, cooperatives, mutual societies and associations) and the South American network RILESS (Network of Latin American Researchers on Social and Solidarity Economy). Jean-Louis Laville is regularly invited to lecture at several universities and is associated with foreign research laboratories such as CRIDIS (Centre de Recherche Interdisciplinaire, La-Neuve) and CRISES.

CONFÉRENCIERS EN PLÉNIÈRES PLENARY SPEAKER



MICHÈLE LAMONT est professeure de la Chaire Robert I. Goldman d'études européennes et professeure de sociologie et d'études africaines et afro-américaines à l'Université Harvard. Elle est également présidente de l'American Sociological Association. En tant que sociologue culturelle, elle étudie l'inégalité et l'ethnicité, l'évaluation des connaissances en sciences sociales, ainsi que l'impact du néolibéralisme sur les sociétés industrielles avancées. Elle s'intéresse à l'impact des concepts de valeur et d'excellence sur les hiérarchies. Ses autres domaines d'intérêt comprennent les frontières entre les groupes sociaux, les réactions des groupes stigmatisés face au racisme et à la discrimination, l'impact de la culture sur la pauvreté, les critères communs d'évaluation pour les

sciences sociales. M. Lamont est co-auteur de « Getting Respect: Sponsoring to Stigma and Discrimination in the United States, Brazil and Israel », livre qui guidera sa communication étant donné la pertinence du sujet pour l'étude de la reconnaissance proposée par notre événement.

Michèle Lamont is Robert I. Goldman Professor of European Studies and Professor of Sociology and of African and African American Studies at Harvard University. She is also President of the American Sociological Association. As a cultural sociologist, Lamont studies inequality, race and ethnicity, the evaluation of social science knowledge, and the impact of neoliberalism on advanced industrial societies. Her scholarly interests center on shared concepts of worth and excellence and their impact on hierarchies in a number of social domains. Other areas of interest include group boundaries, how members of stigmatized groups respond to racism and discrimination, how culture matters for poverty, peer review, shared criteria of evaluation for qualitative social sciences, disciplinary cultures, and interdisciplinary. Lamont is co-authored of Getting Respect: Responding to Stigma and Discrimination in the United States, Brazil and Israel, a book that will guide her communication as the topic is particularly pertinent to the study of recognition proposed by our event.



BENOÎT LÉVESQUE est professeur émérite au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal et professeur associé à l'École nationale d'administration publique (ENAP). Il est membre régulier du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Il est le membre fondateur du CRISES, avec son collègue Paul R. Bélanger, en 1986, qu'il a dirigé jusqu'en 2003. Ses intérêts de recherche portent principalement sur les innovations sociales (travail et développement local) et sur les transformations sociales, notamment celle du modèle québécois.

Benoît Lévesque is professor emeritus in the department of sociology at Université du Québec à Montréal and associate professor at the École nationale d'administration publique (ENAP). Together with his colleague Paul R. Bélanger, he is the founding member of CRISES, founding the Center in 1986 and heading it until 2003. He is now a regular member of CRISES. His research interests focus on social innovations (work and local development) and social transformations, notably those of the Quebec model.



JANE JENSON est professeure titulaire en science politique à l'Université de Montréal. Elle est membre du Conseil d'orientation du CÉRIUM. Elle est également membre du Canada-Europe Transatlantic Dialogue. Dans le cadre de la Chaire de recherche du Canada en citoyenneté et en gouvernance, ses recherches portent sur les politiques sociales, sur la citoyenneté et sur la cohésion sociale, au Canada ainsi que dans l'Union européenne. Le 22 mai 2014 à Sherbrooke, le prix d'excellence de la Société québécoise de science politique (SQSP) été décerné à Jane Jenson.

Ce prix souligne la contribution exceptionnelle d'un/une politologue membre de la SQSP à l'avancement des connaissances en science politique. Elle est boursière principale du programme du Bien-être collectif.

Jane Janson is a full professor of political science at the Université de Montréal. She is an advisory board member of CÉRIUM (Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal). She is also a member of the Canada-Europe Transatlantic Dialogue. In the context of the Canada Research Chair in Citizenship and Governance, her research focuses on social policy, citizenship and social cohesion in Canada and the European Union. On May 22, 2014, Jane Janson was given the Award of Excellence of the Société québécoise de science politique (SQSP) in Sherbrooke. The award recognizes the outstanding contribution of a member of this political science association to advancing knowledge of political science. She is a senior fellow of the Successful Societies program of CIFAR (Canadian Institute For Advanced Research).



ALAIN LIPIETZ, ancien élève de l'École Polytechnique de Paris et de l'École Nationale des Ponts et Chaussées, il a fait l'essentiel de sa carrière de chercheur comme directeur de recherche au CNRS avant d'être élu député au Parlement européen (1999-2009). Auteur de plusieurs centaines de publications, il a rédigé en 1998 le rapport à la Ministre de la Solidarité sur l'économie sociale et solidaire, *Pour le tiers secteur. L'économie sociale et solidaire : pourquoi, comment ?*, Coédition La découverte-La documentation française, Paris. Son dernier livre : *Green deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, La Découverte, 2012.

*Alain Lipietz, who studied at the École Polytechnique de Paris and the École Nationale des Ponts et Chaussées, spent most of his research career as a research director at CNRS before being elected to the European Parliament (1999-2009). The author of several hundred publications, he wrote in 1998 a report for France's Ministry for the Social and Solidarity Economy entitled *Pour le tiers secteur. L'économie sociale et solidaire : pourquoi, comment ?*, published by La Découverte / La Documentation française, Paris. His most recent book is *Green deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, published by La Découverte in 2012.*



TOM DEDEURWAERDERE est professeur en philosophie des sciences à l'Université catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve (Belgique), directeur de recherche de l'unité BIOGOV et chercheur senior au Fonds National de la Recherche Scientifique, Belgique (FRS-FNRS). Ses domaines de recherche portent sur les théories de la transition écologique et sociale et les méthodologies d'interaction entre acteurs sociétaux et chercheurs du point de vue d'une philosophie de la transdisciplinarité. Il a publié récemment *Sustainability Science for Strong Sustainability*, Edward Elgar Publishing, 2014 et *Global Intellectual Property Strategies for a Redesigned Microbial Research Commons*, Cambridge University Press, 2016, qui porte sur de nouveaux modèles pour des partenariats de recherche publics dans les sciences de la vie.

Tom Dedeurwaerdere is professor of philosophy of sciences at the Université catholique de Louvain (UCL), Louvain-la-Neuve (Belgium), research director of the BIOGOV research unit at UCL, and senior researcher at the Fonds National de la

Recherche Scientifique (FRS-FNRS), Belgium. His fields of research are theories of ecological and social transition and methodologies of interaction between societal actors and researchers from the point of view of a philosophy of transdisciplinarity. He recently published "Sustainability Science for Strong Sustainability" (Edward Elgar Publishing, 2014) as well as Global Intellectual Property Strategies for a Redesigned Microbial Research Commons (Cambridge University Press, 2016), which deals with new models for public research partnerships in life sciences.



BERNARD PECQUEUR, économiste et aménageur, est professeur à l'Institut de géographie alpine (IGA) à l'Université Grenoble-Alpes. Il effectue ses recherches au sein du laboratoire PACTE (Politiques publiques, Action politique, Territoires). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et de nombreuses publications sur le développement territorial et local. Ses préoccupations de recherche s'orientent dans trois directions convergentes : la notion de ressource territoriale, le territoire urbain et les gouvernances territoriales ainsi que le renouvellement des théories du développement aux Suds.

Bernard Pecqueur, economist and planner, is professor at the Institut de géographie alpine at the Université Grenoble-Alpes. He conducts his research in the laboratory PACTE (Politiques publiques, Action politique, Territoires). His main research interests are: the notion of territorial resource; the urban territory and territorial governments; and the improvement of development theories for the South.



FRANK MOULAERT est professeur émérite en Aménagement du territoire à la KU Leuven (Belgique) ainsi qu'à la Newcastle University (Royaume-Uni) et à l'Université de Lille 1 (France). Il a été, à la KU Leuven, coordinateur de l'équipe de recherche *Planning and Development* et, en coopération avec la professeure Flavia Martinelli, du *European Module in Spatial Development Planning*. Il s'est spécialisé dans l'analyse de l'innovation sociale dans le développement territorial. Site web: www.frankmoulaert.net.

Frank Moulaert is professor emeritus in spatial planning at KU Leuven (Belgium), Newcastle University (UK) and Université de Lille 1. He was the coordinator of the research team "Planning and Development" at the KU Leuven and, together with Professor Flavia Martinelli, of the European Module in Spatial Development Planning. His main field of research is the role of social innovation in territorial development. Website: www.frankmoulaert.net.



JUAN-LUIS KLEIN est professeur titulaire au département de géographie et directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Ses enseignements et travaux portent sur la géographie socioéconomique, l'économie sociale, le développement local et l'épistémologie de la géographie. Ses projets de recherche sont financés par le CRSH et le FRQ-SC, ainsi que par la Commission européenne. Il est auteur ou co-auteur d'au-delà d'une centaine de livres, de chapitres de livre et d'articles dans des revues scientifiques. Il est aussi responsable de la collection *Géographie contemporaine* des Presses de l'Université du Québec (PUQ).

*Juan-Luis Klein is a full professor in the Department of Geography and director of the Center for Research on Social Innovations (CRISES). His teachings and works focus on socio-economic geography, the social economy, local development and the epistemology of geography. His research projects are funded by the SSHRC and the FRQ-SC as well as by the European Commission. He has authored or co-authored more than a hundred books, book chapters and articles in scientific journals. Juan-Luis Klein is also the chief editor of the collection *Géographie contemporaine* of the Presses de l'Université du Québec (PUQ).*



YANNICK LUNG est professeur de sciences économiques à l'Université de Bordeaux. Ses recherches ont porté sur la dynamique des changements technologiques et institutionnels, avec une attention particulière sur leur dimension territoriale (dynamiques de proximité) et aux évolutions concernant l'industrie automobile dans une démarche résolument interdisciplinaire. Son dernier ouvrage écrit avec Bernard Jullien et Christophe Midler s'intitule *Innover à l'envers* (à paraître chez Dunod, 2017). Co-porteur de la chaire CRISALIDH-Innovation sociale et Territoires, il s'intéresse aujourd'hui aux dynamiques d'innovation sociale.

Yannick Lung is professor of economics at the Université de Bordeaux. His research has focused on the dynamics of technological and institutional changes, with particular attention paid to the territorial dimension of those changes

*(dynamics of proximity) and to developments in the automotive industry with a resolutely interdisciplinary approach. His latest work, co-authored by Bernard Jullien and Christophe Midler, is entitled *Innover à l'envers* (to be published by Dunod, 2017). A co-holder of the CRISALIDH-Innovation sociale et Territoires chair, he is currently interested in the dynamics of social innovation.*



LUC PABOEUF est chef de projet CRISALIDH à l'Université de Bordeaux, co-porteur de la chaire CRISALIDH Innovation sociale et Territoires et membre du directoire de l'Agence de développement et d'innovation de la région Nouvelle Aquitaine (ADI). Il a dirigé l'Institut national du développement local (INDL) de 2012 à 2015 et présidé de 2007 à 2015 le Conseil économique, social et environnemental de la Région Aquitaine. Il a récemment dirigé, avec Gwénaél Doré, l'ouvrage *Gouvernance locale et entrepreneuriat rural. Regards croisés France/Québec*, La Librairie des territoires, Sarrant, 2015.

*Luc Paboef is project manager of CRISALIDH at the Université de Bordeaux, co-holder of the CRISALIDH Innovation sociale et Territoires chair and board member of the Agence de développement et d'innovation de la région Nouvelle Aquitaine (ADI). He directed the Institut national du développement local (INDL) from 2012 to 2015 and chaired the Conseil économique, social et environnemental de la Région Aquitaine from 2007 to 2015. More recently, he co-edited, with Gwénaél Doré, *Gouvernance locale et entrepreneuriat rural. Regards croisés France/Québec*, published in 2015 by La Librairie des territoires, Sarrant.*

PROGRAMME DU COLLOQUE
CONFERENCE PROGRAM

Langues : Traduction simultanée (français et anglais) disponible dans la salle principale – Marie-Gérin-Lajoie)

Languages: Simultaneous translation (french and english) available in the main conference room – Marie-Gérin-Lajoie)

Jeudi 6 avril 2017 / Thursday April 6th 2017

8h00	Accueil et inscriptions / Registration	Foyer MGL J-M400
9h00	Mot de bienvenue / Welcome Robert Proulx, Recteur de l'Université du Québec à Montréal Juan-Luis Klein, Directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales	Salle MGL
9h15	Conférence d'ouverture / Opening speech • Innovation sociale. Entre isomorphisme et changements institutionnels. Jean-Louis Laville, Conservatoire national des arts et métiers, CNAM	Salle MGL
10h00	PAUSE SANTÉ / BREAK	Foyer MGL
Plénière 1 10h30	Des émergences à la reconnaissance : nouvelles avenues pour l'innovation sociale / From emergences to recognition : new paths for social innovation Présidence : Marguerite Mendell, Université Concordia • Obtenir le respect : répondre à la stigmatisation et à la discrimination aux États-Unis, au Brésil et en Israël. Michèle Lamont, Université Harvard • La transition sociale et écologique : un nouvel espace d'émergence et de reconnaissance de l'innovation sociale? Benoît Lévesque, Université du Québec à Montréal	Salle MGL
12h00	PAUSE REPAS / LUNCH	Cafétéria A-M611
Séance 2A 13h30	Lutte contre la pauvreté et l'exclusion: modèles d'action et potentiel innovant des marges / Fight against poverty and exclusion : models for action Présidence : Yanick Noisieux, Université de Montréal • Nouer les savoirs, délier les pratiques, fabriquer l'égalité : le modèle d'innovation sociale d'Exeko et son laboratoire d'innovation sociale. Nadia Duguay et William-J. Beauchemin, Exeko • Les impacts transformatifs du modèle d'action de Parole d'excluEs. Jean-Marc Fontan, UQAM, IUPE et Isabel Heck, Parole d'excluEs, service de la recherche, IUPE • Public Action and Social Innovation: dilemmas of democratic governance in the System to Guarantee Children and Adolescents Rights (SGDCA) in Florianópolis city, Brazil. Agatha Gonsalves et Caroline Andion, Universidade do Estado de Santa Catarina • May bonds be the shelter and our co-working the support: Community-Engaged curriculum design as a collective activity to trigger transformative actions for future. Yahui Fang, National Cheng Kung University; Lawrence Philbrook and Evelyn Philbrook, Institute of Cultural Affairs	Salle MGL J-M400
Séance 2B 13h30	Innovation sociale et développement: de la coopération à la sécurité alimentaire / Social innovation and development : from cooperation to food security Présidence : Sylvain Lefèvre, Université du Québec à Montréal • L'innovation sociale dans la coopération internationale : le projet d'économie sociale et solidaire Québec-Haïti en agroalimentaire dans les régions de La Brousse et Rivière-Froide en Haïti. Christian Jetté et Stéphanie Tourillon-Gingras, Université de Montréal; René Lachapelle, Groupe d'économie solidaire du Québec; Gérald Larose et Yves Vaillancourt, UQAM • Le « Paysan urbain » à Kinshasa: de la subsistance d'autoconsommation à la subsistance marchande. Alphin Mika Kaba-Kaba, Université de Kinshasa	Pavillon N Niveau métró N-M350

- **La pertinence de l'innovation sociale comme facteur de revitalisation rurale : exemples québécois et kabyle.** André Joyal, Centre de recherche en développement territorial, Université du Québec et Kahina Chérifi, Université Mouloud Mammeri
- **Sécurisation alimentaire et agriculture en milieu rural québécois.** Mélanie Doyon, Université du Québec à Montréal

Séance 2C 13h30 **Articulation des innovations techniques et sociales en contexte de transition /** *Articulation of technical and social innovations in a context of transition* Pavillon N Niveau métro N-M210
Présidence : Emmanuel Raufflet, HEC Montréal

- **Transition énergétique et sociétale: comment favoriser l'émergence de projets collectifs sur nos territoires ?** Samuel Aubin, Collège des transitions sociétales et Bernard Lemoult, École des Mines de Nantes
- **La recherche comme accélérateur du pouvoir transformatif des initiatives locales ? Le cas du Pôle territorial de coopération économique TETRIS en Pays de Grasse.** Philippe Chemla, SCIC TETRIS - Transition écologique territoriale par la recherche et l'innovation sociale; Valérie Têtu, Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et Geneviève Fontaine, Université Paris-Est Marne-la-Vallée
- **La transition écologique au Québec : un état des lieux.** René Audet, UQAM
- **L'habitat participatif au carrefour des innovations sociales et institutionnelles, l'exemple paradoxal de l'habitat durable.** Jeffrey Magnier, Université de Lille 1

Séance 2D 13h30 **Co-production des services et nouveaux écosystèmes au service de l'IS /** *Co-production of services and new ecosystems supporting social innovation* Pavillon N Niveau métro N-M520
Présidence : Lucie Dumais, Université du Québec à Montréal

- **Laboratoires vivants en santé et autonomie : repenser la participation pour un mode d'action plus collaboratif.** Valentin Berthou, Université de Technologie de Troyes; Robert Picard, Livings Labs en Santé Autonomie et Éric Plantard, Paris-Est Marne-la-Vallée
- **La conceptualisation de la co-production et le secteur à but non-lucratif : Comprendre les divergences entre les traditions de participation anglaise et française.** Caitlin McMullin, University of Birmingham
- **Travail de soin et mobilisations éthiques en faveur de la « sagesse pratique ».** Des réflexivités réformatrices encastées dans des bureaucraties. Florent Champy, CNRS, Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST)
- **Participation intersectorielle et Soins de santé primaires : étude de cas aux îles Canaries (Espagne) sur la construction en réseau d'un écosystème transformateur d'innovation organisationnelle.** José Carlos Suárez-Herrera, KEDGE Business School et Université de Montréal

Séance 2E 13h30 **Nouvelles formes d'organisation du travail et stratégies syndicales émergentes** / *New forms of work organization and emerging union strategies* Pavillon N Niveau métro N-M360
Présidence : Martine D'Amours, Université Laval

- **Des relations de travail en triptyque : les Coopératives d'Activités et d'Emploi, une réponse aux mutations de l'emploi en France.** Justine Ballon, Université Paris 7 - Ladyss
- **La contribution des modèles de partage de technologies (coworking, living labs et fab labs) dans un contexte de transformation sociale.** Arnaud Scaillez et Diane-Gabrielle Tremblay, TÉLUQ
- **La mise sur pied et le développement du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes : une innovation dans le champ de la retraite.** Lise Gervais, Relais-Femmes et Michel Lizée, Service aux collectivités de l'UQAM
- **Syndicats et immigration au Québec : l'intégration et l'accès aux structures comme innovations syndicales.** Sid Ahmed Soussi, UQAM

15h00 **PAUSE / BREAK - Déplacement** Foyer MGL + Pavillon N

Séance 3A 15h15	Trajectoires des innovations sociales : une perspective historique / <i>Social innovation paths : a historical perspective</i> Présidence : Martin Petitclerc, Université du Québec à Montréal	Salle MGL J-M400
<ul style="list-style-type: none"> • L'économie sociale, vecteur d'innovation et de transformation sociales. Le cas du Québec à travers la revue du Ciriec-Canada. Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais • De l'émergence à la reconnaissance des grappes d'innovation sociale. Trajectoire historique d'expériences coopératives en Picardie (1830-2016). Sylvain Celle, Université Lille 1, Clersé • Return to the origins of the third sector makes redundant the concept of social innovation. Leslie Huckfield, Caledonian University et Yunus Center for Social Business and Health 		
Séance 3B 15h15	Système agro-alimentaire : de l'entrepreneuriat collectif à l'économie collaborative / <i>Agri-food system : from collective entrepreneurship to collaborative economy</i> Présidence : Marie-Claire Malo, HEC Montréal	Pavillon N Niveau métro N-M350
<ul style="list-style-type: none"> • La construction d'un prix juste au sein d'un système agro-alimentaire alternatif : cas de la Société coopérative d'intérêt collectif Alter-Conso. Marion Maignan, Université Paris-Est • Ancrage social et appropriation communautaire des innovations organisationnelles. Cas de la coopérative COPAG (Maroc). Youssef Sadik, Université Mohammed V • Services marchands de proximité: s'outiller pour la pérennisation des innovations coopératives. Marie-Paule Robichaud et Cécile Pachocinski, Conseil québécois de la coopération et de mutualité (CQCM) • Perspective multidisciplinaire de l'économie collaborative en agro-alimentaire : entre tradition et nouveauté. Martine Vézina, Jonathan Deschênes et JoAnne Labrecque, HEC Montréal; Sophie Morin et Paul Sabourin, Université de Montréal 		
Séance 3C 15h15	Transition écologique et économie sociale et solidaire / <i>Ecological transition and social economy</i> Présidence : Luc Audebrand, Université Laval	Pavillon N Niveau métro N-M210
<ul style="list-style-type: none"> • L'économie sociale dans le domaine des ressources naturelles : un outil pour saisir les espaces possibles et émergents. Guy Chiasson, UQO-CRDT et Marie-José Fortin, UQAR-CRDT; Clara Dallaire-Fortier, Mélanie Pelletier et Caroline Dufresne, TIESS • Pôles territoriaux de coopération économique : quelle place pour l'ESS dans une perspective de réindustrialisation écologique ? Christopher Lecat, Université de Reims Champagne-Ardenne et Philippe Lerouillois, Université de Lorraine • La COFNO, une coopérative agroforestière en Acadie porteuse d'un renouvellement des pratiques et des acteurs ? André Leclerc, Omer Chouinard et Julie Guillemot, Université de Moncton • L'entreprise sociale, une innovation sociale conçue pour lutter contre la pauvreté au sein des territoires fragiles et menacés. Sylvain Mbongui Kialo, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et Saturnin Ndotit-Manguiengha, Université Omar Bongo 		
Séance 3D 15h15	Les rouages des écosystèmes d'innovation sociale / <i>The cogs of the social innovation ecosystems</i> Présidence : Vincent van Schendel, TIESS	Pavillon N Niveau métro N-M520
<ul style="list-style-type: none"> • Analyzing a Social Innovation Ecosystem: a case study in Florianópolis, Brazil. Caroline Andion, Julia Graeff, Luciana Ronconi, Universidade do Estado de Santa Catarina et Benardete Bittencourt, Universidade de Aveiro • D'une culture de partage à l'innovation sociale : le modèle Sensorica. Amina Yagoubi et Diane-Gabrielle Tremblay, TÉLUQ 		

- **Les dispositifs publics de soutien à l'innovation sociale en France : l'innovation sociale contre la transformation sociale ?** Laura Douchet, Université de Bordeaux; Olivier Palluault et Christophe Lossot, Ellyx – Générateur d'innovation sociale
- **L'innovation sociale au Maroc : le Financement comme moyen de croissance et d'inclusion sociale.** Ikhlasse El Aissami et Amina Kchirid, Université Hassan II

Séance 3E 15h15	Parcours d'insertion et processus de capacitation / <i>Insertion paths and capacitation process</i> Présidence : Mustapha Bettache, Université Laval	Pavillon N Niveau métro N-M360
	<ul style="list-style-type: none"> • Les partenariats sociaux dans l'insertion par l'activité économique : une innovation sociale susceptible de réduire l'exclusion professionnelle ? Philippe Semenowicz, Université Paris-Est • Les défis du travail social dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Caroline Urbain, Nathalie Schieb-Bienfait et Danielle Boudier-Pailler, U. de Nantes; André Lebot, Emmanuelle Billi, Maud Buisson et Aurélie Fruchon, Restaurant social municipal de la Ville de Nantes • Vers une recomposition des acteurs? Entre un enjeu de transformation sociale et la conservation des acquis. Le cas des services à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes au Bas-Saint-Laurent. Marco Alberio, Université du Québec à Rimouski 	
16h45	PAUSE / BREAK - Déplacement	Foyer MGL
Plénière 3 17h00	Innovation sociale : transformation de l'État et économie sociale / <i>Social innovation : state transformation and social economy</i> Présidence : Yves Vaillancourt, Université du Québec à Montréal	Salle MGL J-M400
	<ul style="list-style-type: none"> • L'État social en mutation : nouvelles idées, nouveaux acteurs. Jane Jenson, Université de Montréal • L'économie sociale et solidaire, de la reconnaissance à la banalisation. Alain Lipietz, ancien directeur de recherche au CNRS et ex-député au Parlement européen 	
18h00	Cocktail	Foyer MGL

Vendredi 7 avril 2017 / Friday April 7th 2017

8h30	Accueil et inscriptions / Registration	Foyer MGL
Plénière 4 9h00	Trajectoires et effets transformationnels des innovations sociales / <i>Paths and transformative effects of social innovation</i> Présidence : Annie Camus, Université du Québec à Montréal	Salle MGL J-M400
	<ul style="list-style-type: none"> • Orienter l'innovation sociétale vers une éthique de soutenabilité forte : pour une co-évolution des visions du monde scientifiques, des valeurs et des capacités de transformation sociétales. Tom Dedeurwaerdere, Université catholique de Louvain • Le développement territorial émergent comme adaptation au modèle global. Bernard Pecqueur, Université Grenoble Alpes 	
Affiches 10h00	PAUSE SANTÉ / BREAK SÉANCE DE COMMUNICATIONS PAR AFFICHE / POSTER SESSION	Foyer MGL
	<ul style="list-style-type: none"> • Les acteurs impliqués dans la création d'une ville nouvelle afin d'éradiquer la pauvreté. Cas de Constantine. Nadra Nait Amar, Université Constantine 3 • The contribution of historical and dialectical materialism to the innovation of environmental education public policies in Santa Catarina. Adriana Lima Moraes, Santa Catarina State Secretariat; Carlos Frederico Bernardo Loureiro, Federal University of Rio de Janeiro • Approche par la proximité, et co-construction des connaissances, quelles pratiques à l'échelle territoriale ? Syrine Ben Slymen, ÉNAP, CRISES 	

- **Le rôle de l'innovation sociale et des villes dans la lutte aux changements climatiques à l'ère post-Cop 21. Les stratégies et les pratiques de la société civile dans la mobilisation des autorités municipales et des parties prenantes dans la transition vers des villes neutres en carbone.** Joseph El-Khoury, Université de Montréal
- **La participation et l'action des comités de parents à travers l'évolution sociohistorique des maisons de naissance québécoises.** Roxanne Lorrain, Université de Montréal
- **Le développement local par l'intervention culturelle. Le cas du Cinéma Beaubien à Rosemont.** Wilfredo Angulo Baudin, Université du Québec à Montréal
- **Gentrification socialement acceptable, une transformation urbaine négociée.** Leila Ghaffari, Université du Québec à Montréal
- **La lutte contre l'exclusion par l'initiative communautaire à Montréal. Un projet alimentaire mené par Parole d'excluEs.** Darío Enriquez, UQAM
- **Je partage donc je suis. Les perspectives d'inclusion sociale par les nouveaux modèles de propriété partagée des résidences principales.** Olivier Palluault et Christophe Lossot, Ellyx – Générateur d'innovation sociale
- **La mise en œuvre des pratiques d'intervention communautaire au sein des organismes communautaires en déficience intellectuelle à Montréal dans le contexte actuel d'austérité.** Marlène Juvany, Université de Sherbrooke
- **L'innovation sociale comme moyen de lutter contre l'exclusion sociale: une application aux robots domestiques pour personnes âgées.** Sylvain Mbongui Kialo, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et Marat Bakpayev, Université du Minnesota

10h50 *Déplacement vers les séances parallèles– Transition to the parallel conferences*

Séance 5A **Innovation sociale et territoire / Social innovation and territory**

11h00 Présidence : Pierre-André Tremblay, Université du Québec à Chicoutimi

Pavillon N
Niveau
métro
N-M110

- **Aux frontières de l'économie : territoire et valeur territoriale : des expérimentations à un nouveau modèle de création de valeur.** Muriel Maillefert, Université Lyon 3 et Isabelle Robert, Université Lille 2
- **Des émergences à la reconnaissance : itinéraires et facteurs clés de pratiques innovantes en contexte de précarité.** Sambou Ndiaye, Université Gaston Berger
- **La contribution des innovations sociales au développement territorial d'un milieu rural fortement dévitalisé: le cas du JAL au Bas-Saint-Laurent (Québec).** Majella Simard, Université de Moncton
- **Les territoires forestiers patrimoniaux mondiaux naturels : entre confinement et émergence des marges. Réflexion à partir du cas des communautés rurales et autochtones riveraines à la réserve forestière du Dja au Cameroun.** Fernanda Abanda, Université du Québec en Outaouais

Séance 5B **Processus entrepreneurial et forme organisationnelle : entre mission et utilité sociale / Entrepreneurial process and organizational form: between mission and social utility**

11h00 Présidence : Valérie Michaud, Université du Québec à Montréal

Pavillon N
Niveau
métro
N-M350

- **Les trois trajectoires historiques de l'innovation sociale : entre marchandisation, reconnaissance et émancipation.** Jonathan Durand Folco, Université Saint-Paul
- **Entre innovation sociale et dérive de mission : réflexions à partir du processus entrepreneurial sur les défis des entreprises sociales hybrides.** Vincent Angel, Université de Bordeaux et Julie Hermans, Université Catholique de Louvain
- **L'institutionnalisation des projets d'innovateurs sociaux : le difficile choix de la forme organisationnelle?** Isabeau Four, Maricarmen Mérino, France Lavoie et

Olivier Corbin-Charland, Centre d'étude en responsabilité sociale et écocitoyenneté, Collège de Rosemont.

- **Les dimensions déterminantes du capital social dans un contexte de franchise sociale.** Maude Léonard et Pascale Lagacé-Brunet, Université du Québec à Montréal

Séance 5C
11h00

Développement durable et transition écologique : le rôle de l'innovation sociale
/ Sustainable development and ecological transition : the role of social innovation

Présidence : René Audet, Université du Québec à Montréal

Pavillon N
Niveau
méto
N-M210

- **Les trajectoires d'innovation sociale à l'aune du Transition Management ? Le cas des couches lavables.** Victor Bailly, IRSTEA - Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture
- **Atténuation et adaptation au changement climatique dans la Péninsule acadienne: deux réponses régionales à la crise écologique.** Julie Guillemot, Université de Moncton
- **L'engagement des entrepreneurs au sein de dynamiques de développement territorial soutenable : le cas du Val de Suse.** Marina Soubirou, Université Grenoble Alpes
- **Innovation sociale et développement touristique durable : des perspectives théoriques aux pratiques.** Melissa Moralli, Université de Bologne

Séance 5D
11h00

Écosystèmes d'innovation sociale au service de la transformation sociale / Social innovation ecosystems for social transformation

Présidence : Jean-Marc Fontan, Université du Québec à Montréal

Pavillon N
Niveau
méto
N-M520

- **Organisations structurantes de l'écosystème d'innovation sociale. Le cas d'une institution de la finance solidaire au Québec.** Marie J. Bouchard, Maude Léonard, Sonia Tello-Rozas, UQAM; Damien Rousselière, Agrocampus Ouest.
- **Les écosystèmes territoriaux d'innovation sociale en France. Les apports d'une approche institutionnaliste de l'innovation sociale appliquée aux Pôles territoriaux de coopération économique.** Emmanuelle Besançon, Institut Jean-Baptiste Godin; Sylvain Celle, Université Lille 1; Nicolas Chochoy, Institut Jean-Baptiste Godin; Geneviève Fontaine, Université Paris-Est; Thibault Guiyon et Yannick Martell, Université Picardie Jules Verne
- **Les fondations philanthropiques face au cimetière de l'innovation sociale : l'observation ethnographique des questions existentielles d'un bailleur de fonds.** Sylvain Lefèvre, UQAM et Annabelle Berthiaume, Université McGill

Séance 5E
11h00

Recherche partenariale et approches narratives : des outils pour appréhender les émergences / Partnership research and narrative approaches: tools for apprehending the emergences

Présidence : Denis Bussièrès, Université du Québec à Montréal

Salle MGL
J-M400

- **The Practical Mechanism of Partnership Research in Taiwan's Social Innovation Context: A Case Study on University-Community Co-working Space in a Tribe of Eastern Taiwan.** Muyi Chou, National Taiwan University; Tsung-Yi Chao, Tastubuqu tu Maduq Independent Publishing Studio
- **Révéler la complexité du soutien à l'action collective en partenariat. Des récits de pratiques d'accompagnement.** Ana Gherghel, Caroline St-Louis et Pierre Prévost, Avenir d'enfants
- **Approches narratives, production des savoirs et construction des sujets.** Jacques Caillouette, Chantal Doré et Michèle Vatz Laaroussi, Université de Sherbrooke; Liliana Kremer, Université nationale de Cordoba; Carlos Canal Yáñez, Université nationale de Colombie; Linamar Campos-Flores, Université de Montréal
- **Enhancing social innovation in marginalised rural areas - a challenge of the SIMRA project.** Maria Nijnik, David Miller, Carla Barlagne, Richard Hewitt, The James Hutton Institute

12h30	<i>PAUSE REPAS / LUNCH</i>	Cafétéria A-M611
Séance 6A 14h00	Capacités transformatrices des innovations sociales et des communs / <i>Transformative capacities of social innovation and commons</i> Présidence : Jacques Caillouette, Université de Sherbrooke	Pavillon N Niveau métro N-M210
	<ul style="list-style-type: none"> • Étudier les capacités transformatrices des innovations sociales à travers leurs formes de dissémination. Kirsten Koop, Pierre-Antoine Landel et Marie-Christine Fourny, Université Grenoble Alpes • Entre innovation technique et innovation sociale, une tension révélée par l'approche communicationnelle, étude du cas de la société coopérative d'intérêt collectif Combrailles Durables. Nicolas Duracka, Université Blaise Pascal • Les conditions d'émergence de communs porteurs de transformation sociale. Geneviève Fontaine, Université Paris-Est Marne la Vallée • L'approche émergente de l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul. Anahi Morales-Hudon, Simon Tremblay-Pépin, Jonathan Durand Folco et Philippe Dufort, Université Saint-Paul 	
Séance 6B 14h00	Mouvements sociaux et transformation sociale / <i>Social movements and social transformation</i> Présidence : Sid Ahmed Soussi, Université du Québec à Montréal	Pavillon N Niveau métro N-M110
	<ul style="list-style-type: none"> • Du « Printemps arabe » au mouvement « Indignados »: déchiffrer la trame de fond d'une dynamique évolutionnaire globale de transformation sociale. Morad Diani, Arab Center for Research & Policy Studies • Les rodas des mouvements antiautoritaires brésiliens comme levier de démocratisation du réseau de santé mentale de la ville de Campinas (État de São Paulo). Isabelle Ruelland, Université de Montréal • Accord sur le terrain du désaccord : les modalités de transformation sociale des projets « innovants » en question. Yannick Martell, Université Picardie Jules Verne • Les conseils municipaux et la politisation des citoyens : quelles transformations des pratiques citoyennes ? Caroline Patsias, UQAM 	
Séance 6C 14h00	Innovation sociale, développement et acteurs / <i>Social innovation, development and actors</i> Présidence : André Joyal, Université du Québec à Trois-Rivières	Pavillon N Niveau métro N-M350
	<ul style="list-style-type: none"> • De la défense de la réputation comme effet pervers de leur domination : le cas des acteurs sociaux « Intermédiaires ». Jean-Marc Lairaudat, Université Paris 1 • La transformation sociale par l'innovation sociale dans la lutte contre la précarité énergétique. Le cas de Réseau éco habitat. Emmanuelle Besançon, Université de Picardie • Réseaux productifs localisés et perspectives d'innovation territoriale au Maroc : une réflexion à partir des modèles d'action publique. Khadija Askour, Institut supérieur international de tourisme de Tanger 	
Séance 6D 14h00	Conceptualisation et évaluation de l'économie sociale / <i>The conceptualisation and evaluation of the social economy</i> Présidence : Martine Vézina, HEC Montréal	Pavillon N Niveau métro N-M520
	<ul style="list-style-type: none"> • Un cadre conceptuel pour l'entreprise sociale dans une perspective d'économie sociale et solidaire. L'exemple du Québec. Marie J. Bouchard, UQAM; Paulo Cruz Filho, FAE Business School de Curitiba ; Tassadit Zerdani, UQAM • De la reconnaissance à la mise en œuvre d'un projet entrepreneurial d'innovation sociale: pertinence de l'approche par les outils de gestion: le cas des Sorties Solidaires. Nathalie Schieb-Bienfait, Caroline Urbain, Nicolas Antheaume, Université de Nantes – LEMNA; Catherine Vargues, Les sorties Solidaires 	

- **Performances des innovations sociales et évaluation de l'utilité sociale.** Brahim Dinar, Université Hassan 1^{er} Settat
- **Évaluer la transformation sociale des innovations sociales : les apories de la Gestion axée sur résultat et les promesses du Temps du projet.** Nicolas Chochoy, Institut Jean-Baptiste Godin

Séance 6E 14h00	Art, culture et éducation: initiatives innovantes / Art, culture and education: innovative initiatives Présidence : Bernard Pecqueur, Université Grenoble Alpes	Salle MGL J-M400
	<ul style="list-style-type: none"> • Culture de proximité et développement des communautés : élaboration et application d'une grille d'indicateurs de la vitalité culturelle des quartiers. Juan-Luis Klein, UQAM; Diane-Gabrielle Tremblay, TÉLUQ; Wilfredo Angulo, UQAM; Catherine Lareau, UQAM et Laurent Sauvage, TÉLUQ • L'intervention artistique en urbanisme : des expérimentations innovatrices portées par des entrepreneurs de méthodes. Elsa Vivant et Nadia Arab, École d'Urbanisme de Paris, Université Paris Est • The Art Hive Science Shop: Breaking New Ground in Community Research Practice. Janis Timm-Bottos, Université Concordia; Satoshi Ikeda, Institut Karl Polanyi et Jailson Lima, Collège Vanier (Réseau des Ruches d'Art) • The strategies against poverty and social exclusion: the distance learning system for after-school learning in a rural community. Yu-Feng Wong, National Cheng Kung University 	
15h30	<i>PAUSE / BREAK</i>	Foyer MGL
Plénière 7 15h45	Le rôle de la recherche face à la transformation sociale / Social transformation : the role of science Présidence : Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais	Salle MGL J-M400
	<ul style="list-style-type: none"> • La co-construction d'une épistémologie socialement innovante pour l'analyse du développement territorial. Réflexions sur vingt ans de recherche-action. Frank Moulaert, KU Leuven et Abid Mehmood, Cardiff University • Vers une analyse de l'effet transformationnel de l'innovation. : la base de données relationnelle du CRISES. Juan-Luis Klein, Marie J. Bouchard, Louise Briand, Benoît Lévesque, Catherine Trudelle, Valérie Michaud, Mathieu Philibert, Martin Petitclerc, Damien Rousselière et Alexandre Duchesne Blondin, CRISES • La contribution des sciences humaines et sociales à l'innovation sociale : entre consensus et quiproquo. Yannick Lung et Luc Paboef, Université de Bordeaux, Crisalidh 	
17h15	Mot de la fin / Closing remarks	Salle MGL

RÉSUMÉS / ABSTRACTS

Jeu di 6 avril 2017 / Thursday April 6th 2017

Conférence **Conférence d'ouverture / Keynote speech**

9h15 **Jean-Louis Laville**, Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

Innovation sociale. Entre isomorphisme et changements institutionnels. Jean-Louis Laville, Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

De plus en plus il apparaît que l'innovation sociale revêt deux significations contrastées. La première centrée autour de l'entrepreneuriat vise à présenter l'hypothèse d'un capitalisme à but social qui permettrait de résoudre un certain nombre de problèmes de pauvreté mais il accentue ce faisant la croyance en un modèle unique d'économie. L'autre acception articule étroitement l'innovation sociale à la question du changement institutionnel. Elle met donc l'accent sur des notions d'économie et de démocratie plurielles. La communication mettra en évidence combien la confusion entre ces deux approches entretient l'ambiguïté autour de l'innovation sociale et comment il est nécessaire de sortir de celle-ci en distinguant bien ces deux approches.

Social innovation. Between isomorphism and institutional change

Increasingly, social innovation appears to be associated with two contrasting meanings. The first one revolves around entrepreneurship and proposes the idea of a unique economic model, that of social capitalism, as a means to alleviate poverty. The other meaning links social innovation closely to the issue of institutional change, with an emphasis on pluralist notions of the economy and democracy. The presentation highlights how this confusion between these two approaches creates ambiguity in our understanding of social innovation and advocates that we begin distinguishing between them.

Plénière 1 Des émergences à la reconnaissance : nouvelles avenues pour l'IS / From emergences to recognition : new

Plenary 1 *paths for social innovation*

10h30 Présidence/ Chair : Marguerite Mendell, Université Concordia

Obtenir le respect : Répondre à la stigmatisation et à la discrimination aux États-Unis, au Brésil et en Israël

Michèle Lamont, Université Harvard

En s'appuyant sur des interviews conduites par des membres de groupes stigmatisés vivant aux États-Unis, au Brésil et en Israël, ma communication met en lumière les différents types d'événements stigmatisant ou discriminant rencontrés par ces individus, la façon dont ceux-ci répondent à de tels incidents et ce qu'ils considèrent comme les meilleures stratégies - qu'elles soient individuelle ou collective, misant sur la confrontation ou l'amélioration. Cette étude comparative, repose sur plus de quatre cents entretiens approfondis avec des hommes et des femmes de classes moyenne et ouvrière résidant à l'intérieur et à proximité de villes multiethniques - New York, Rio de Janeiro et Tel Aviv - de façon à comparer les expériences discriminantes des Afro-Américains, des Brésiliens noirs, des Palestiniens citoyens d'Israël, des Israéliens Juifs d'origine éthiopienne ainsi que des Juifs de Mizrahi (Séphardim). Notre analyse révèle des différences significatives dans les récits à propos du comportement. Nous expliquons ces différences par les contextes socio-historiques des conflits intergroupes et les idéologies nationales, et autres types de récits auxquels ces individus ont accès. Dans notre analyse, nous considérons également les similitudes et les différences entre la classe moyenne et la classe ouvrière, entre les hommes et les femmes ainsi qu'entre les personnes âgées et les jeunes, pour comprendre dans quelle mesure l'identité raciale prend le pas sur les expériences quotidiennes des groupes stigmatisés dans divers contextes.

Getting Respect: Responding to Stigma and Discrimination in the United States, Brazil, and Israel

I will present a recent book, Getting Respect, which concerns differences in the types of stigmatizing or discriminatory incidents individuals encounter in the United States, Brazil and Israel, how they respond to these occurrences, and what they view as the best strategy—whether individually, collectively, through confrontation, or through self-improvement—for dealing with such events. This deeply collaborative and integrated comparative study draws on more than four hundred in-depth interviews with middle- and working-class men and women residing in and around multiethnic cities—New York City, Rio de Janeiro, and Tel Aviv—to compare the experiences of African-Americans, black Brazilians, and Arab Palestinian citizens of Israel, as well as Israeli Ethiopian Jews and Mizrahi (Sephardic) Jews. Our detailed analysis reveals significant differences in narratives about behavior. We account for these patterns by the socio-historical context of intergroup conflict, and the national ideologies, neo-liberal repertoires, and other narratives that group members rely on in their responses. We also consider similarities and differences between the middle class and the working class, as well as between men and women, and older and younger interviewees, to capture the extent to which racial identity overshadows the daily experiences of stigmatized groups across contexts. I will show that variations in groupness (which has to do not only with self-identification but also the structure of group boundaries) help us make sense of findings.

La transition sociale et écologique : un nouvel espace d'émergence et de reconnaissance de l'innovation sociale ?

Benoît Lévesque, Université du Québec à Montréal (UQAM)

L'objectif de notre communication est de montrer comment la transition écologique peut être favorable ou non à l'émergence et à la reconnaissance de l'innovation sociale. Dans cette perspective, notre communication comprendra trois parties. Dans une première, nous identifierons au moins trois façons de définir et de caractériser la transition écologique tout en accordant plus d'attention à celle qui nous semble la plus favorable à l'innovation sociale. Dans une deuxième, nous montrerons comment le scénario de transition sociale et écologique le plus exigeant et le plus conforme à l'intérêt général nous semble plus favorable à l'émergence des innovations sociales. Enfin, dans une troisième partie, nous proposerons diverses hypothèses (et conditions) selon lesquelles les innovations sociales pourraient être reconnues non seulement pour elles-mêmes mais aussi comme autant de vecteurs pour une transition sociale et écologique au sens fort du terme.

The social and ecological transition: A new arena for the emergence and recognition of social innovation?

The aim of our presentation is to show how the ecological transition may or may not be conducive to the emergence and recognition of social innovation. The presentation is divided into three parts. In the first part, we identify at least three ways to define and characterize the ecological transition, with a particular focus on the one we find most favourable to social innovation. In the second part, we show how the scenario of the social and ecological transition that is the most demanding and most in line with the general interest is also the one that is the most favourable to the emergence of social innovations. In the last and third part, we propose various hypotheses (and conditions) with which social innovations could be recognized

Séance 2A Lutte contre la pauvreté et l'exclusion : modèles d'action et potentiel innovant des marges / Fight

13h30 *against poverty and exclusion: models for action*

Présidence : Yanick Noisieux, Université de Montréal

Noier les savoirs, délier les pratiques, fabriquer l'égalité : le modèle d'innovation sociale d'Exeko et son laboratoire d'innovation sociale. Nadia Duguay et William-J. Beauchemin, Exeko

Notre présentation se propose d'exposer le modèle d'innovation sociale développé par Exeko et sa mise en œuvre au sein de son laboratoire d'innovation sociale et des projets de recherche qui s'y déroulent. Entre innovation et inclusion sociales, Exeko œuvre à la compréhension des dynamiques d'exclusion à l'œuvre au sein de certains milieux sociaux (institutions culturelles, académie et universités, instances de participation citoyenne), à l'expérimentation de pratiques innovantes y répondant et à la diffusion de ces dernières. Pour atteindre ces objectifs, une approche de recherche participative lie recherche partenariale - une recherche effectuée en collaboration avec les acteurs issus des milieux étudiés - et recherche inclusive - une recherche menée également avec des acteurs dont l'accès aux milieux pose traditionnellement problème -. Ainsi, c'est en donnant une place préminente aux savoirs situés et aux pratiques ancrées que la recherche se déroule.

Les impacts transformatifs du modèle d'action de Parole d'excluEs. Jean-Marc Fontan, UQAM et Isabel Heck, Parole d'excluEs

Parole d'excluEs est une organisation de mobilisation citoyenne agissant à partir de plusieurs plateaux d'intervention pour provoquer des transformations dans les façons de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. À partir d'un modèle d'action évolutif, alliant citoyens, chercheurs et praticiens, Parole d'excluEs intègre le potentiel innovant de personnes en situation d'exclusion sociale et de pauvreté dans le processus de lutte sociale et de construction de solutions permettant des avancées significatives aux échelles individuelles, collectives, organisationnelles et institutionnelles. Ce faisant, l'organisation croise les savoirs et les pouvoirs et démontre une capacité élevée de réflexivité organisationnelle, laquelle, de concert avec des chercheurs du milieu universitaire, questionne fortement les cadres épistémiques d'analyse des actions collectives visant la transformation sociétale. Sur ce point, comme nous le démontrerons, l'expérience Parole d'excluEs contribue au refondement théorique des paradigmes du pragmatisme et de l'action collective. Cette expérience rend aussi compte de limites dans sa capacité transformationnelle. Des limites, qui, pour être dépassées, exigent une mobilisation élargie d'acteurs sociaux. À l'aide d'exemples sectoriels, nous identifierons les conditions nécessaires à l'accélération des transformations induites par le système d'action de Parole d'excluEs, et leurs incidences sur la définition et le déploiement de politiques publiques et des dispositifs institutionnels qui y sont associés (en santé services sociaux ; en logement social ; en éducation), que sur le rôle d'acteurs socioéconomiques du marché (secteurs de l'alimentation ; des nouvelles technologies de l'information ; de la finance) ou de nouvelles fonctions à assumer par la philanthropie subventionnaire.

Public Action and Social Innovation: dilemmas of democratic governance in the System to Guarantee Children and Adolescents Rights (SGDCA) in Florianópolis city, Brazil. Agatha Gonsalves et Caroline Andion, Universidade do Estado de Santa Catarina

The recent literature on democratic governance generally assumes that participatory practices have a tendency to be vectors in promoting social innovation. The authors often highlight benefits of democratic governance as: it approaches citizens and governments, it increases the diversity of actors participating in decision-making; it allows to consider a wider range of

interests; it contributes to reinforce accountability; it can increase the effectiveness and efficiency of public services, specially reducing costs. This study starts from a reverse perspective. From a pragmatist reading of public action, we seek to understand the advances and limitations of public governance system in terms of social innovation promotion. To do this we analyse a policy put into practice by a democratic governance system: the Rights Guarantee System of Children and Adolescents in Florianopolis. This paper provides an analysis of the public policy as a "public action", going beyond a purely normative or structural approach.

May bonds be the shelter and our co-working the support: Community-Engaged curriculum design as a collective activity to trigger transformative actions for future. Yahui Fang, National Cheng Kung University; Lawrence Philbrook and Evelyn Philbrook, Institute of Cultural Affairs (ICA)

This communication is grounded in a higher education in its local context in Southern Taiwan. The purpose is to explore our pioneering efforts against poverty and social exclusion, to create the context and opportunity for authentic participation among educational institutions and communities, in the co-creation of meaning, knowledge and action in community transition. This work focuses on developing systemic engagement as the collaborative work of university and local actors (local community), to discover current situation and to strengthen collaboration and sense of community in order to effect change. The authors based on the Participatory Action Research, play roles like boundary spanners, initiate asset-based community work to nurture social entrepreneurial spirit through teaching and learning process in school curriculum. As the empirical basis, through initiating Transformative Scenario Planning methodology and incorporate participatory methods, the working team created a kind of social space for multi-stakeholders (students, community association, and community leader) to enact entrepreneuring that weave relations and resources (cultural and social capitals in particular) in formal and in-formal learning settings. The communication highlighted participatory planning processes that create a space for transformative social learning, could transform ourselves and others, then shift the dynamics of relationship to make and act on new agreements to "work together" to solve societal challenges, to generate new organizational forms toward more convivial and inclusive social action towards better future.

Séance 2B Innovation sociale et développement : de la coopération à la sécurité alimentaire / Social innovation and development : from cooperation to food security
13h30
Présidence : Sylvain Lefèvre, Université du Québec à Montréal

L'innovation sociale dans la coopération internationale : le projet d'économie sociale et solidaire Québec-Haïti en agroalimentaire dans les régions de La Brousse et Rivière-Froide en Haïti. Christian Jetté, Université de Montréal; Stéphanie Tourillon-Gingras, Université de Montréal; René Lachapelle, Groupe d'économie solidaire du Québec; Gérald Larose, UQAM et Yves Vaillancourt, UQAM

Notre présentation vise dans un premier temps à rendre compte des facteurs ayant contribué à la crise de la coopération internationale afin de cerner certains critères d'innovation qui pourraient être associés aux projets de coopération internationale : processus bottom-up, rapports plus égalitaires, émergence de capacités, participation réelle des communautés concernées, coconstruction des pratiques, etc. Dans un second temps, nous livrerons certains résultats de la recherche que nous avons menée qui ont permis de faire le point sur les conditions de participation et d'encadrement des femmes haïtiennes au projet de cuisines collectives et de cantines scolaires, ainsi que le rôle des associations paysannes et de FODES-5 (principale partenaire haïtien) dans le projet et leur rapport avec l'UPA-DI. Les résultats de la recherche montrent ainsi l'existence de pratiques novatrices et solidaires associées à des dimensions sociales qui vont au-delà de la sécurité alimentaire et des retombées socioéconomiques initialement prévues.

Le « Paysan urbain » à Kinshasa : de la subsistance d'autoconsommation à la subsistance marchande. Alphin Mika Kaba-Kaba, Université de Kinshasa

Ce texte aborde le cas de la ville de Kinshasa où l'agriculture urbaine a pris de plus en plus d'ampleur ces derniers temps suite à la crise d'emplois et à la pauvreté que rencontrent ces migrants des milieux ruraux. Une nouvelle réalité sociologique apparaît à la périphérie de Kinshasa que nous qualifions de « paysannerie urbaine ». Les acteurs de cette agriculture urbaine sont des cultivateurs ruraux (hommes, femmes et jeunes) habitués à cette activité qu'ils transfèrent en ville, milieu essentiellement moderne sur le plan économique. Le paysan ne pouvant pas vivre principalement de ce qu'il produit comme dans la campagne, il est obligé d'entretenir un rapport avec le marché pour vendre ses produits afin de se procurer un revenu de survie familiale. Il n'est pas un agriculteur capitaliste ; Il produit pour la subsistance de sa famille passant par le marché. Ainsi, nous parlons du passage de la subsistance d'autoconsommation, caractéristique des milieux ruraux, à la subsistance marchande.

La pertinence de l'innovation sociale comme facteur de revitalisation rurale : exemples québécois et kabyle. André Joyal, Centre de recherche en développement territorial, Université du Québec et Kahina Chérifi, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou

Le journal La Presse consacrait en 2014 un dossier spécial aux villages dévitalisés de la péninsule gaspésienne suite à la recommandation du président du Conseil du patronat d'orienter une partie des budgets versés à ces villages vers le financement d'une relocalisation de leurs populations. Or, le gouvernement du Québec au pouvoir à l'époque ne cachait pourtant pas ses préoccupations envers la nécessité de relever le défi de la revitalisation comme on peut lire : « Plusieurs milieux ont réussi à reprendre la voie de la revitalisation en étant portés par une volonté locale forte, à la fois politique et citoyenne d'inverser le cours des choses » (Gouv. du Québec, 2014). Inverser le cours des choses, c'est ce que nous verrons avec des exemples québécois. Ils serviront de guide pour un village kabyle à l'étude. En s'y référant, nous faisons une démonstration par l'absurde : le danger que menace un territoire en l'absence d'innovation sociale, voire conventionnelle. En d'autres mots, nous cherchons à montrer en quoi les exemples québécois d'innovations sociales peuvent être profitables en un lieu tel ce village situé aux portes de Tizi-Ouzou qui a développé à travers les décennies une grande expertise dans le secteur de la vannerie en osier. Une activité appelée à périlcliter à défaut d'initiatives radicales. L'exemple du Québec résulte d'une observation des faits à travers la documentation existante alors que l'exemple kabyle est abordé à travers une étude de terrain assortie d'entretiens auprès d'acteurs locaux dans le cadre d'une thèse de doctorat en cours.

Sécurisation alimentaire et agriculture en milieu rural québécois. Mélanie Doyon, Université du Québec à Montréal

Au cours des dernières années, nous avons assisté à la réémergence de la question de la sécurité alimentaire. Selon le FAO (1996), « [L]a sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». Différentes crises sanitaires et climatiques ont replacé cette question et par le fait même, l'agriculture, à l'avant-plan sur la scène mondiale. Le Québec est lui aussi confronté à ces enjeux. Cependant, si la sécurité alimentaire en milieu urbain a fait l'objet d'un intérêt soutenu, les milieux ruraux n'ont pas suscité la même attention. Ces derniers présentent une diversité importante quant aux éléments contribuant à l'insécurité alimentaire mais aussi aux solutions pouvant être mises en oeuvre. C'est dans ce contexte, mais aussi dans celui de l'adoption du plan de développement de la zone agricole (PDZA), qu'on assiste d'une part à une réaffirmation du rôle de l'agriculture pour relever les défis de la sécurité alimentaire en milieu rural et d'autre part à la mise en place de configurations nouvelles d'acteurs.

Séance 2C **Articulation des innovations techniques et sociales en contexte de transition / *Articulation of technical and social innovations in a context of transition***
13h30
Présidence : Emmanuel Raufflet, HEC Montréal

Transition énergétique et sociétale : comment favoriser l'émergence de projets collectifs sur nos territoires ? Samuel Aubin, Collège des transitions sociétales et Bernard Lemoult, École des Mines de Nantes

Nous nous appuyons sur les travaux conduits dans le cadre de la recherche-action partenariale « Transition énergétique & sociétale » (TES). S'inscrivant dans une approche par les capacités, elle porte sur les conditions d'une montée en capacité d'implication de la société civile sur les enjeux énergie-climat (Région pays de la Loire – France). La communication visera à rendre compte d'une mise en commun de huit projets collectifs ayant émergés dans quatre milieux différents : projets agricoles, parc d'activités d'entreprises, projets citoyens de production ENR, rénovation énergétique. Comment caractériser ces projets portés par des collectifs ? Comment émergent-ils ? Comment se développent-ils ? En quoi ces initiatives sont-elles porteuses d'un projet sociétal ? Quelles sont alors, dans une perspective de transformation sociale les possibilités de synergie entre les initiatives et d'articulation avec les partenaires publics ?

La recherche comme accélérateur du pouvoir transformatif des initiatives locales ? Le cas du Pôle territorial de coopération économique TETRIS en Pays de Grasse. Philippe Chemla, SCIC TETRIS (Transition Écologique Territoriale par la Recherche et l'Innovation Sociale); Valérie Têtu, Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et Geneviève Fontaine, Université Paris-Est Marne la Vallée

TETRIS (Transition Écologique Territoriale par la Recherche et l'Innovation Sociale) se définit comme un PTCE d'économie solidaire ayant pour finalité la transition écologique territoriale. Son objectif est de contribuer au développement local durable entendu comme l'amélioration des capacités sur le territoire. Quel rôle joue la recherche dans l'approche par les acteurs de TETRIS de la gestion mutualisée de locaux comme un commun dans la construction de règles et la mise en place de plusieurs niveaux imbriqués de gouvernance ? La recherche dans TETRIS joue-t-elle un « rôle d'accentuation des traits émancipateurs » lorsque les acteurs abordent la monnaie locale complémentaire du Pays de Grasse ou la mise en œuvre d'une économie circulaire de territoire comme la construction intentionnelle de communs autour de ressources sociales permettant le développement des capacités ?

La transition écologique au Québec : un état des lieux. René Audet, UQAM

Le thème de la transition écologique fait aujourd'hui irruption tant dans l'espace public que dans la recherche scientifique. Décliné alternativement en « transition écologique », en « transition vers une économie sobre en carbone » ou vers « l'économie verte » ou encore en « villes en transition », le terme est dorénavant consacré tant dans les discussions internationales sur l'environnement que dans les expérimentations concrètes de divers acteurs sociaux. Au niveau scientifique, l'émergence récente des sustainability transitions studies a engendré une véritable convergence interdisciplinaire croisant des perspectives sociologiques, économiques et technologiques sur la dynamique de l'innovation sociale et écologique dans les nécessaires transformations structurelles des sociétés contemporaines. En somme, l'émergence de cette catégorie se répercute sur la manière d'appréhender la « question environnementale », c'est-à-dire la représentation de la crise et des solutions à y apporter, notamment à travers l'innovation. Elle donne lieu par ailleurs à un réarrangement des alliances traditionnelles du mouvement vert et des acteurs qui se réclament « de la transition ». Dans cette nouvelle évolution du discours environnemental, le Québec ne fait pas exception. Après 3 années de recherche sur le discours de la transition écologique au Québec, cette communication vise à faire un état des lieux des différentes tendances et alliances qui se jouent actuellement. Elle permettra aussi d'envisager les transformations en cours à travers la nouvelle « science des transitions ».

L'habitat participatif au carrefour des innovations sociales et institutionnelles, l'exemple paradoxal de l'habitat durable Jeffrey Magnier, Université de Lille 1, Clersé

Habitat participatif, habitat partagé, habitat groupé, cohousing. Ces appellations ont été réunies par les tenants associatifs français sous l'appellation unique « habitat participatif ». Ces formes d'habitats, novatrices dans leur constitution et leur fonctionnement, semblent ré-émerger à différentes périodes de transformations sociales importantes. La « première génération » (1970 jusqu'au début 1990) s'attachait à l'autogestion en préférant rester en marge pour préserver cette valeur fondatrice, la seconde génération émergente s'ancre dans une quête de reconnaissance des pouvoirs publics pour un titre de « 3e voie » dans le domaine de l'habitat ayant pour effet d'interroger (et de redéfinir) les règles et les normes de l'urbanité. Avec un encouragement des pouvoirs publics, l'habitat participatif semble voguer vers un modèle adapté aux problématiques sociétales actuelles, entre « vivre ensemble », participation et surtout, habitat durable, s'éloignant de sa vocation génésiaque autogestionnaire. C'est ce déséquilibre et ses répercussions sur le groupe que nous souhaitons mettre en débat pour tenter de démystifier l'utopie participative.

Séance 2D Co-production des services et nouveaux écosystèmes au service de l'IS / Co-production of services and new ecosystems supporting social innovation
13h30
Présidence : Lucie Dumais, Université du Québec à Montréal

Laboratoires vivants en santé et autonomie : repenser la participation pour un mode d'action plus collaboratif.

Valentin Berthou, Université de Technologie de Troyes; Robert Picard, Livings Labs en Santé Autonomie et Éric Plantard, Paris-Est Marne-la-Vallée

La prise en charge de la vieillesse et de la perte d'autonomie est devenue un enjeu sociétal majeur des politiques de santé publique. Ainsi, depuis une dizaine d'années se développent des laboratoires vivants (living labs ou LL) en Europe, dont certains voulant offrir des services dans ce domaine. Le leitmotiv des LL est de proposer des solutions plus en phase avec les besoins des usagers. Cette perspective apparaît en rupture par rapport au fonctionnement classique des laboratoires de R&D parfois « techno push ». En nous appuyant sur de multiples retours d'expérience et sur les travaux d'un groupe de réflexion porté par le Forum LLSA, nous questionnerons la dynamique LL comme porteuse d'un nouveau modèle d'action. Nous nous demanderons dans quelle mesure peut-on considérer le LL comme incubateur d'un nouveau modèle de société, basé sur la construction collaborative et à même de répondre à des problématiques complexes.

La conceptualisation de la co-production et le secteur à but non-lucratif : Comprendre les divergences entre les traditions de participation anglaise et française. Caitlin McMullin, University of Birmingham, School of Government and Society

Les pouvoirs politiques et les intellectuels promeuvent l'idée de co-production des services dédiés à l'intérêt général comme nouvelle forme d'innovation sociale, où les citoyens collaborent avec les professionnels et contribuent à la fois à la conception et à la prestation des services. Toutefois, peu d'études comparatives analysent ces initiatives novatrices, et celles qui existent présument souvent à tort une homogénéité définitionnelle par-delà les frontières. Cette supposition est particulièrement manifeste quand on examine les différences entre la littérature anglaise sur le tiers secteur et la co-production, et la littérature française (de France) sur l'économie sociale et solidaire, où le terme « co-production » est peu utilisé et où l'on trouve bien plus de débats sur l'idée de co-construction des politiques publiques. Cette communication approfondira ainsi les notions de participation, de prestation de services, et d'économie sociale, et la manière dont elles encadrent les discours et les pratiques de co-production et de co-construction en France et en Angleterre.

Travail de soin et mobilisations éthiques en faveur de la « sagesse pratique ». Des réflexivités réformatrices encadrées dans des bureaucraties. Florent Champy, CNRS, Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST)

La communication proposée portera sur des réflexions innovantes conduites par des acteurs sociaux dans deux domaines, la santé et le travail social. Elle prolongera les réflexions engagées en sociologie des professions touchant les rapports entre activités prudentielles et « production de la société » par des mouvements sociaux. L'observation du travail alimente un diagnostic plus large sur des obstacles à la sagesse pratique, tandis que l'observation des mobilisations permet de voir comment les acteurs tentent d'y répondre. De plus, les discussions engagées avec ces acteurs alimentent à la fois la réflexion critique (sur des mondes sociaux où l'exigence de sagesse pratique est incomprise), la réflexion pratique (sur les leviers pour construire des façons alternatives de penser le travail) et la réflexion théorique (pour une sociologie de la sagesse pratique). Une question clé posée est celle de la capacité d'entraînement de ces initiatives marginales dans leurs « mondes » respectifs.

Participation intersectorielle et Soins de santé primaires : étude de cas aux îles Canaries (Espagne) sur la construction en réseau d'un écosystème transformateur d'innovation organisationnelle. José Carlos Suárez-Herrera, KEDGE Business School et Université de Montréal

La mondialisation des inégalités et la précarisation du panorama socio-sanitaire représentent aujourd'hui un enjeu pour la couverture universelle de nombreux pays en matière de santé et services sociaux. Ici, nous postulons que les soins de santé primaires peuvent répondre à ces défis. Pour cela, ils devraient articuler un cadre de gouvernance intersectorielle, globale et collective axé sur la réconciliation entre participation communautaire et entrepreneuriat social. Ces constats s'appuient sur les apprentissages retenus dans le cadre d'une étude de cas sur les processus d'implantation des Conseils locaux de santé (CLS) aux îles Canaries (Espagne). La configuration en réseau des CLS – c'est-à-dire, comme un ensemble organisé d'acteurs qui traduit des multiples logiques d'action et qui apprennent mutuellement – semble ainsi constituer un écosystème idéal pour le développement de nouvelles pratiques organisationnelles dans le secteur de la santé, dont celles de l'entrepreneuriat social. Cette étude de cas permet de constater que les interventions des Soins de santé primaires s'inspirent aujourd'hui de nouvelles modalités de gouvernance intersectorielle visant des problématiques non seulement sanitaires et cliniques, mais également sociales, économiques et culturelles. De ce fait, les Soins de santé primaires interviennent dans un cadre territorial d'interaction à plusieurs échelles décisionnelles entre de multiples réseaux d'acteurs pouvant faciliter l'émergence d'un véritable écosystème innovateur de transformation sociale.

Séance 2E Nouvelles formes d'organisation du travail et stratégies syndicales émergentes / *New forms of work organization and emerging union strategies*
13h30
Présidence : Martine D'Amours, Université Laval

Des relations de travail en triptyque : les Coopératives d'Activités et d'Emploi, une réponse aux mutations de l'emploi en France. Justine Ballon, Université Paris 7 – Ladys

La Coopérative d'Activités et d'Emploi (CAE) compte parmi ces nouvelles organisations qui symbolisent les mutations de l'emploi. Ces coopératives hybrides et atypiques répondent aux besoins des travailleurs autonomes qui aspirent à réaliser l'utopie coopérative : le travail sans patron. En quoi cette organisation répond aux aspirations et aux besoins des travailleurs autonomes et aux mutations de l'emploi ? Pour réaliser ce travail de recherche, nous avons choisi la démarche de la recherche-action. Deux ans d'observations participantes dans trois CAE différentes et une trentaine d'entretiens ont été menés. Notre analyse vise à caractériser ces relations de travail innovantes expérimentées dans les CAE et comprendre les mutations de l'emploi et l'émergence de nouveaux compromis. Trois rapports s'exercent dans les relations de travail d'une CAE : rapport clientèle, rapport salarial et rapport sociétariat. Dans cette communication, nous caractérisons ce triptyque afin de mieux comprendre les rapports qui s'exercent entre les membres d'une CAE.

La contribution des modèles de partage de technologies (*coworking, living labs et fab labs*) dans un contexte de transformation sociale. Arnaud Scaillez et Diane-Gabrielle Tremblay, TÉLUQ

Notre proposition de communication prend la forme d'une synthèse visant à regrouper et à mieux comprendre l'état des connaissances concernant les dimensions humaines associées aux nouvelles technologies, et plus particulièrement leur application dans des espaces de travail, et particulièrement les nouvelles formes d'organisation que sont les espaces de *coworking*, les *living labs*, les *fab labs*. La synthèse permettra de déterminer les rôles que jouent divers acteurs dans ce contexte et comment les secteurs universitaire, public, privé et sans but lucratif peuvent contribuer à l'innovation, et notamment à l'innovation ouverte souvent visée dans ce type d'initiatives, de même qu'à une meilleure qualité de vie au travail. Notre recherche sera concentrée sur le Canada, mais nous nous intéresserons aussi aux politiques et programmes d'ailleurs mis en place pour favoriser de nouvelles organisations comme les espaces de *coworking*, *living lab* et *fab lab* (Europe, USA) afin de favoriser le développement de telles politiques ou stratégies au Canada.

La mise sur pied et le développement du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes : une innovation dans le champ de la retraite. Lise Gervais, Relais-Femmes et Michel Lizée, Service aux collectivités de l'UQAM

La communication décrira comment un régime complémentaire de retraite interentreprises a pu être mis sur pied et se développer, et même servir d'inspiration et démontrer qu'un régime à prestations déterminées peut être viable à long terme malgré le manque de tonus des marchés financiers. Nous verrons que le processus qui a permis sa mise sur pied en a été un de réflexion et de transfert des connaissances où des personnes issues des groupes ont défini le contour et les modalités d'un régime de retraite adapté au secteur communautaire, réalisé le travail d'information et d'éducation pour amener les groupes et leurs personnes salariées à adhérer au régime de retraite alors que la littérature sur ces questions fait largement défaut.

Syndicats et immigration au Québec : l'intégration et l'accès aux structures comme innovations syndicales. Sid Ahmed Soussi, UQAM

Quels sont les obstacles auxquels font face les « travailleur-e-s issu-e-s de l'immigration » dans leurs trajectoires d'intégration, notamment dans l'accès à la syndicalisation et aux structures de représentation dans les organisations syndicales. C'est l'objet de cette communication qui expose les résultats d'une enquête qualitative réalisée dans les deux plus importantes centrales syndicales du Québec (FTQ et CSN). Elle dresse un état des lieux des pratiques d'intégration des « travailleurs issus de l'immigration » mises en œuvre par les instances syndicales dans les espaces du travail et dans leurs propres structures. Les résultats ne correspondent pas toujours aux conclusions anticipées. Les milieux syndicaux, comme les autres espaces sociaux, n'échappent pas à la peur de l'altérité ni à ses corollaires potentiels comme la réticence à ouvrir les postes de responsabilité dans les syndicats, ou les formes de discrimination évoquées à la fois dans les espaces du travail et les structures syndicales et qui reflètent l'émergence de rapports sociaux racisés dans ces milieux.

Séance 3A Trajectoires des innovations sociales : une perspective historique / *Social innovation paths: a historical perspective*
15h15

Présidence : Martin Petitclerc, Université du Québec à Montréal

L'économie sociale, vecteur d'innovation et de transformation sociales. Le cas du Québec à travers la revue du Ciriéc-Canada. Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais

Cette communication portera sur le potentiel transformateur de l'économie sociale, basée sur l'entrepreneuriat collectif et visant souvent l'intérêt général, à partir du cas du Québec. Elle s'appuiera sur la littérature pertinente par rapport à cette question et plus particulièrement sur la revue du Ciriéc-Canada. Cette revue paraît sous le vocable *Économie et Solidarités* depuis tout près de 20 ans. Au départ, en 1967, on la désignait comme la *Revue du CIRIEC canadien*. Entre 1985 et 1996, elle portait le nom de *Coopératives et développement*. Ce changement de vocable est déjà indicatif de l'évolution de sensibilités et de pratiques du développement des milieux en lien avec la coopération et l'économie sociale. Or, cette évolution dépasse largement les vocables de désignation de la revue pour traverser le contenu des contributions et leurs thématiques, rendant compte de changements dans la perspective tant analytique que pratique du développement des collectivités et de leurs territoires.

De l'émergence à la reconnaissance des grappes d'innovation sociale. Trajectoire historique d'expériences coopératives en Picardie (1830-2016). Sylvain Celle, Université Lille 1, Clersé

Dans le cadre d'une approche institutionnaliste des innovations sociales, nous proposons d'analyser les processus d'émergence et de reconnaissance (et parfois de récupération) des grappes d'innovation sociale dans les grandes crises et régulations du capitalisme français à partir de trois expériences coopératives en Picardie sur une période allant de 1830 à aujourd'hui : celle de l'industriel JBA Godin et de Familistère, celle de l'Union coopérative d'Amiens et celle des Ateliers de la Bergerette. Entre les déboires de la révolution industrielle au XIX^e, la société de consommation naissante au début du XX^e et la lutte contre le gaspillage et l'exclusion à l'heure du néolibéralisme, l'histoire des grappes d'innovation sociale liées à ces trois expériences coopératives peut nous aider à comprendre comment les innovations sociales de l'ESS contribuent aujourd'hui à transformer les rapports sociaux dominants aux marges du capitalisme contemporain.

Return to the origins of the third sector makes redundant the concept of social innovation. Leslie Huckfield, Caledonian University et Yunus Center for Social Business and Health

Many current academic contributions on social innovation overlook the emergence of essentially innovative third sector structures during the 1970s and 1980s, many of which have been more recently been "colonised" by academic discourses for conversion into vehicles for low cost public service delivery. The author contests recent interpretations of social innovation, which describe UK Cabinet Office funding initiatives for outsourcing and fragmentation of public service provision (Edmiston 2016). In contrast the author supports earlier interpretations, including "the (re)introduction of social justice into production and allocation systems" (Moulaert, Ailenei 2005); "to establish a collective well-being and recreate social bonds between the people within their communities" (Lipietz, 2003); "to seek solutions for the crisis of

employment by the creation of enterprises d'insertion and of worker-owned co-operatives (Mellor *et al.*, 1988); and a 'third sector'... that combines: formal and informal elements at the level of organisation (market, state, volunteering, self-help and the domestic economy), market and nonmarket-oriented production and valorisation of goods and services, monetary and non-monetary resources at the level of funding"(Levesque *et al.*, 1999). This communication will provide many examples of socially innovative emerging structures across the UK and seeks to restore 1970s and 1980s structures to their rightful place in the social innovation hierarchy, since these were formed in times when without social innovation, their contribution could not have been made.

Séance 3B Système agro-alimentaire : de l'entrepreneuriat collectif à l'économie collaborative / Agri-food system :
15h15 *from collective entrepreneurship to collaborative economy*
Présidence : Marie-Claire Malo, HEC Montréal

La construction d'un prix juste au sein d'un système agro-alimentaire alternatif: cas de la Société coopérative d'intérêt collectif Alter-Conso. Marion Maignan, Université Paris-Est Marne-La-Vallée

Cette proposition vise à présenter les résultats d'une thèse de doctorat en finalisation, portant sur la construction d'un prix juste au sein d'une coopérative multi-parties-prenantes, engagée dans un système agro-alimentaire alternatif. Elle s'appuie sur l'étude de cas d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif, qui distribue des paniers de produits issus de l'agriculture locale à plus de 700 familles de l'agglomération lyonnaise. Dans ce contexte, le prix juste est défini dans une démarche de commerce équitable local, et résulte d'une co-construction par l'ensemble des membres de la coopérative (salariés, producteurs, consommateurs). Les résultats mettent en évidence la construction d'un prix « coopératif ». Nous mettrons en évidence en quoi le prix coopératif s'écarte sur plusieurs points importants du prix tel qu'envisagé de manière classique dans les théories du marché.

Ancrage social et appropriation communautaire des innovations organisationnelles. Cas de la coopérative COPAG (Maroc). Youssef Sadik, Université Mohammed V

Dans le présent article, nous tenterons de montrer comment le mode communautaire basé sur les liens de solidarité mécaniques (Durkheim, 1830) peut être un facteur clé de la performance économique des structures de l'économie sociale. Ainsi, à partir du cas de la coopérative agricole Coopérative des Primeurs et d'Agumes (COPAG) au sud du Maroc, devenue l'un des principaux producteurs et distributeurs des produits laitiers du pays, nous proposons une analyse de sa trajectoire pour en déceler les piliers de sa fulgurante réussite socio-économique (Askour et Sadik, 2014).

Services marchands de proximité: s'outiller pour la pérennisation des innovations coopératives. Marie-Paule Robichaud et Cécile Pachocinski, Conseil québécois de la coopération et de mutualité (CQCM)

Les aspects géographiques, démographiques, socioéconomiques du territoire québécois constituent tant une richesse pour la mise en valeur de ses ressources, qu'un défi pour le dynamisme de ses activités. Dans toutes les régions, avec la recherche de solutions pour le maintien de la vitalité des communautés, la coopération soutient des projets d'entreprise et de territoire qui sont des voies d'avenir pour les communautés. Présentes sur l'ensemble du territoire, les coopératives sont un levier concret pour le dynamisme économique et social local. À l'origine de démarches et de recherche de solutions visant la revitalisation des milieux ruraux, ou encore la planification d'un développement intégré du territoire, elles sont initiées par les municipalités et municipalités régionales de comté (MRC), des organismes du milieu et les citoyens, avec l'appui des réseaux d'accompagnement au développement coopératif. Récemment, la synthèse des laboratoires ruraux a montré qu'une part importante des projets initiés étaient coopératifs (Aubry, 2015). Dans la perspective de soutenir les innovations dans la filière des services marchands de proximité le CQCM et ses réseaux se sont dotés de plusieurs stratégies, dont différents projets de recherche en partenariat avec le ministère des affaires municipales. Un premier projet s'intéresse aux facteurs de succès des coopératives et aux pratiques d'affaires favorables. Le second regarde le coût pour le milieu de perdre ou de garder ses services marchands.

Perspective multidisciplinaire de l'économie collaborative en agro-alimentaire : entre tradition et nouveauté. Martine Vézina, Jonathan Deschênes et JoAnne Labrecque, HEC Montréal; Sophie Morin et Paul Sabourin, Université de Montréal

Cette communication propose une approche multidisciplinaire à l'analyse des innovations sociales en lien avec l'économie collaborative dans le secteur agro-alimentaire. L'économie collaborative suscite de nombreux débats, d'où les tensions compétition ou coopération. Pour certains secteurs économiques, l'économie collaborative constitue à la fois un ancien et un nouveau mode d'organisation économique. Il en est ainsi du secteur agro-alimentaire. Pour des raisons de nature sociale, économique, technologique et culturelle, ce qu'il est aujourd'hui convenu de qualifier d'économie collaborative a historiquement et fortement marqué les modes de production (partage d'équipements), de transformation (coopératives), de distribution et de mise en marché (gestion de l'offre, marchés publics) ainsi que de consommation (partage de biens et

services) du secteur. Pourtant, de nouvelles formes et modèles (circuits courts, intersectorialité) apparaissent, plus hybrides et sujets à des tensions en lien avec des logiques d'intérêt général (public), d'intérêt collectif mais également d'intérêt individuel.

Séance 3C **Transition écologique et économie sociale et solidaire / Ecological transition and social economy**
15 h15 Présidence : Luc Audebrand, Université Laval

L'économie sociale dans le domaine des ressources naturelles : un outil pour saisir les espaces possibles et émergents. Guy Chiasson et Marie-José Fortin, Université du Québec en Outaouais et CRDT; Clara Dallaire-Fortier, Mélanie Pelletier et Caroline Dufresne, TIESS

Le caractère peu visible des initiatives d'économie sociale dans le secteur des ressources naturelles explique, sans doute, en bonne partie le manque d'intérêt des chercheurs pour ces initiatives. Dans la présente communication, nous voudrions rendre compte du développement d'un outil de recherche qui répondrait à la fois à un objectif d'expliquer les absences, les facteurs qui permettent de comprendre la faible pénétration traditionnelle de l'économie sociale dans les ressources naturelles, et les émergences, c'est-à-dire documenter les espaces où de l'économie sociale commence à prendre racine dans les ressources naturelles. La construction de notre modèle s'appuie sur l'identification et la spécification de deux modèles idéal-typiques de mise en valeur des ressources naturelles : celui de l'extractivisme qui s'inspire de la théorie des staples et celui dit territorialisé construit en opposition au premier. Ces deux modèles permettront une analyse fine et nuancée de cas concrets d'initiatives d'économie sociale.

Pôles territoriaux de coopération économique : quelle place pour l'ESS dans une perspective de réindustrialisation écologique ? Christopher Lecat, Université de Reims Champagne-Ardenne et Philippe Lerouvillois, Université de Lorraine

En Europe nous observons, chez les acteurs se référant à l'ESS, une référence spontanée à une problématique de réindustrialisation écologique, comme un levier de réindustrialisation des territoires, ou inversement une référence au rôle possible de l'économie sociale dans la transition écologique chez des auteurs travaillant sur cette dernière question. L'enjeu de notre travail est ainsi d'une part, de poursuivre l'investigation de deux PTCE par l'application d'une grille de lecture des pôles (en insistant sur la caractérisation de leur modèle économique), et d'explorer le concept émergent de réindustrialisation écologique et la possible place de l'ESS dans cette problématique. On insistera sur les différences d'élaboration des uns (schémas de transformation globale, représentation en partie utopique d'une petite industrie relocalisée en circuits courts) et des autres (insertion dans une concurrence sur des chaînes de valeur avec lesquelles les acteurs de l'ESS cherchent à composer).

La COFNO, une coopérative agroforestière en Acadie porteuse d'un renouvellement des pratiques et des acteurs ? André Leclerc, Omer Chouinard et Julie Guillemot, Université de Moncton

En dépit d'un cadre légal peu favorable, des coopératives de solidarité se créent en Acadie. La Coopérative forestière du Nord-Ouest (COFNO) est l'une de ces initiatives qui a vu le jour dans le nord-ouest de cette province en 2010. Préalablement, dans le contexte des coupes abusives pratiquées par les grandes entreprises les propriétaires de lots boisés privés, une table de concertation se met en place en 2005. Ce regroupement, en collaboration avec le milieu académique, organise divers événements qui alimenteront la réflexion sur l'avenir de l'industrie et des lots boisés privés. Ses intervenants sont mis en contact avec des expériences québécoises stimulantes, dont celle du Groupe coopératif Boisaco de la Haute Côte-Nord. Dans le cadre de cette recherche, les processus de mise en œuvre de la COFNO ont été documentés à partir de l'analyse de dossiers d'archives, de partenariat et de délibération, puis d'entrevues semi-dirigées avec les informateurs.

L'entreprise sociale, une innovation sociale destinée au développement économique et sociale des territoires fragiles et menacés. Sylvain Mbongui Kialo, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et Saturnin Ndotit-Manguingha, Université Omar Bongo

S'il semble justifié dans une logique de solidarité que l'entreprise sociale puisse jouer un rôle capital, il n'en reste pas moins que la façon dont elle peut participer au développement économique et social des territoires fragiles demeure une question centrale. Cette communication vise à montrer comment l'entreprise sociale, ici conceptualisée comme une innovation sociale, peut favoriser le développement économique et sociale et améliorer les conditions de vie des communautés locales, tout en préservant les ressources naturelles. Basée sur une étude qualitative, notre investigation présente les résultats issus de 34 entretiens semi-directifs administrés auprès d'une diversité d'acteurs opérant dans le parc national de Pongara au Gabon. Nos résultats montrent que l'entreprise sociale peut favoriser le développement économique et sociale, mais que, pour être efficace, il est nécessaire d'établir des relations égalitaires entre les différents acteurs et mettre en place un système de gouvernance collaborative pour mieux gérer l'entreprise sociale.

Analyse d'un écosystème d'innovation sociale : une étude dans la ville de Florianópolis, Brésil / *Analyzing a Social Innovation Ecosystem: a case study in Florianópolis, Brazil*. Caroline Andion, Julia Graeff, Luciana Ronconi et Benardete Bittencourt, Universidade do Estado de Santa Catarina

Le débat sur les Écosystèmes d'innovation (EI) a été développé dans les domaines des affaires et de l'économie à partir des années 1990. Ces études ont porté sur l'analyse des écosystèmes d'affaires ou entrepreneuriaux, dans une tradition schumpétérienne. Ses auteurs considèrent que les dynamiques d'innovation et d'entrepreneuriat peuvent être entraînées par le contexte culturel/institutionnel et par les réseaux de soutien (financier, de connaissance, de capital humain, d'infrastructure) dans lesquelles elles sont insérées. Toutefois, lorsqu'appliquée dans le domaine de l'innovation sociale, cette démarche présente quelques limites, notamment par la lecture économiste qu'elle tend à privilégier. Nous considérons qu'une analyse conséquentialiste (Dewey, 1927), qui met l'accent sur les demandes et les problèmes publics, semble essentielle pour comprendre les dynamiques d'innovation sociale. Cherchant à faire progresser ce débat, nous proposons ici une approche théorique et analytique pour la cartographie et la lecture des EIS. Cette approche a été appliquée dans la ville de Florianópolis (Brésil), à travers un processus d'articulation entre la recherche et les activités de transfert universitaires. En partant du dialogue entre les études récentes sur l'EIS et la sociologie des problèmes publics, nous mettons l'accent sur des aspects peu considérés dans le débat actuel sur les EIS tels que la dynamique multi-scalaire de l'innovation sociale, son inscription sociohistorique et sa relation avec les arènes publiques. Le but est d'aborder la relation entre les dimensions économique, technique et politique de l'IS.

D'une culture de partage à l'innovation sociale : le modèle Sensorica. Amina Yagoubi et Diane-Gabrielle Tremblay, TÉLUQ

La culture de partage semble aujourd'hui défier les règles du capitalisme. Ces nouvelles communautés collaboratives abolissent les frontières et multiplient les échanges grâce aux technologies nouvelles. Nous présentons un incubateur de transformation, Sensorica, qui véhicule plusieurs valeurs de collaboration et de coconstruction. Inventant une nouvelle structure organisationnelle, son écosystème repose sur 3 piliers : une association, un groupe d'entreprises et le réseau Sensorica. Comme l'indique un adhérent, « SENSORICA est un fab lab, un maker space, un incubateur et un accélérateur, réunis dans une structure cohérente appelée Réseau de Valeur Ouvert ». Dès lors, les théories des économies évolutionnistes nous permettent d'investir les propriétés dynamiques des économies caractérisées par l'introduction régulière de différentes formes d'innovations, de processus décentralisés de production et de mécanismes collectifs de sélection. Le modèle Sensorica nous permet de discuter de cet ensemble de paradigmes reposant sur l'idée de repenser le lien social et des actions pour imaginer la société solidaire de demain.

Les dispositifs publics de soutien à l'innovation sociale en France : l'innovation sociale contre la transformation sociale ? Laura Douchet, Université de Bordeaux; Olivier Palluault et Christophe Lossot, Ellyx

Si l'innovation sociale peut se définir comme des initiatives issues de la société civile et ayant trouvé preneur auprès des institutions, des organisations, le développement de politiques publiques de soutien à l'innovation sociale à partir des années 2000 en France semble constituer un mouvement inverse, dans lequel les pouvoirs publics cherchent à mobiliser la société civile et les entreprises pour prendre en charge la réponse à des besoins sociaux variés. Un espace spécifique est donc en train de se structurer autour d'usages pluriels, traversé par des luttes définitionnelles qui sont aussi des luttes de pouvoir. En nous basant sur l'analyse de cas soutenus par ces dispositifs publics au titre de l'innovation sociale, nous montrons comment ces dispositifs participent de la construction d'une certaine réalité de l'innovation sociale, très largement processuelle, localisée, dépolitisée et sans capacité subversive. Ils aboutissent à faire valoir une innovation sociale sans réelle capacité de transformation sociale.

L'innovation sociale au Maroc : le Financement comme moyen de croissance et d'inclusion sociale. Ikhlasse El Aissami et Amina Kchirid, Université Hassan II

L'objectif de cette communication est double. Il s'agit dans un premier temps de s'interroger sur le rôle du financement des organisations de l'ESS et, plus particulièrement, l'entrepreneuriat social au Maroc, de s'interroger sur le rôle des acteurs et les moyens de financement disponibles en mettant l'accent sur les apports de la loi cadre de l'ESS en matière d'assainissement et le renforcement par le soutien et l'amélioration de l'accès au financement. Pour répondre à ces questions, notre communication sera construite en trois temps. Nous proposons tout d'abord un état des lieux de l'écosystème de l'ESS au Maroc. À partir d'un travail d'enquête, nous nous intéresserons dans un second temps aux modes de financement de l'entrepreneuriat social au Maroc. Nous montrerons en dernier lieu que le développement du secteur de l'ESS nécessite des systèmes de financement adéquats et inclusifs adaptés à chaque étape du développement des entreprises sociales.

Séance 3E **Parcours d'insertion et processus de capacitation / Insertion paths and capacitation process**
15h15 Présidence : Mustapha Bettache, Université Laval

Les partenariats sociaux dans l'insertion par l'activité économique : une innovation sociale susceptible de réduire l'exclusion professionnelle ? Philippe Semenowicz, Université Paris-Est

Les partenariats sociaux constituent une innovation sociale par le changement radical qu'ils entraînent dans les relations entre entreprises sociales et entreprises commerciales (Seitanidi et Ryan, 2007). On retrouve en France une telle évolution au sein de l'insertion par l'activité économique. La littérature sur les partenariats sociaux se partage principalement entre analyses fonctionnalistes - gains pour les différents partis (O'Regan et Oster, 2000; Austin et Seitanidi, 2012) et analyses dialectiques - difficultés rencontrées et dérives de mission (Huybrechts et Nicholls, 2013; Herlin, 2015). Une voie médiane a été explorée par des travaux fondés sur le principe d'un pluralisme institutionnel (McInerney, 2015). Ils permettent une analyse plus nuancée, se centrant sur les compromis. Nous nous situons dans cette perspective en utilisant le cadre théorique de l'économie des conventions. Notre objectif est de comprendre comment des organisations aux formes de rationalité différentes peuvent parvenir à se coordonner.

Les défis du travail social dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Caroline Urbain, Nathalie Schieb-Bienfait et Danielle Boudier-Pailler, U. de Nantes; André Lebot, Emmanuelle Billi, Maud Buisson et Aurélie Fruchon, Restaurant social municipal de la Ville de Nantes

Comment les professionnels en charge du travail social abordent-ils et vivent-ils leur mission lorsqu'ils se donnent pour ambition non seulement la réparation nécessaire face aux situations sociales générées par la pauvreté, mais aussi, et avant tout, la transformation sociale inhérente à une « requalification sociale » des personnes touchées ? Cette question est ressortie lors de la première étape d'une recherche qualitative empirico-inductive (Muchielli, 1996; Hlady-Rispal, 2009) appuyée sur le projet et les activités d'un Restaurant Social Municipal.

Vers une recomposition des acteurs ? Entre un enjeu de transformation sociale et la conservation des acquis. Le cas des services à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes au Bas-Saint-Laurent. Marco Alberio, Université du Québec à Rimouski

Cette proposition considère les conséquences de la « rationalisation » des dépenses envisagée par le gouvernement du Québec dans le secteur du développement local. En particulier, nous voulons nous concentrer sur l'effet que ces transformations peuvent avoir sur les pratiques quotidiennes des acteurs locaux, qui doivent continuer leur action de soutien des populations locales et surtout de celles plus vulnérables. Au cours de la présentation, nous allons mobiliser des entretiens en profondeur avec des jeunes ainsi que des intervenants d'organismes. Ces entretiens ont été conduites dans le cadre d'une recherche portant sur les trajectoires des jeunes dans la région rurale de la Mitis, au Bas-Saint-Laurent. Notre objectif est d'observer la recomposition des acteurs au niveau local et national, ainsi que la réorganisation de leur action collective. Dans ce cadre, les acteurs locaux pourraient développer un certain degré de résilience donnant lieu à des formes d'innovation sociale.

Plénière 3 **Innovation sociale : transformation de l'État et économie sociale / Social innovation : state transformation and social economy**
17h00 Présidence : Juan-Luis Klein, Université du Québec à Montréal

L'État social en mutation : nouvelles idées, nouveaux acteurs. Jane Jenson, Université de Montréal

Si l'État québécois a fait appel depuis les années 1970 au secteur communautaire et à l'économie sociale de façon très visible et même politisée, ceci n'était pas toujours le cas ailleurs au Canada et en Europe. Toutefois, depuis maintenant plus d'une décennie, sous le vocable d'innovation sociale et avec le soutien de l'Union européenne, la restructuration de l'État social dans plusieurs pays se fait avec les entrepreneurs sociaux considérés comme des « partenaires » pour la mise en place et la gestion des politiques et mesures désormais reconnues sous le nom d'investissement social. L'intervention abordera les modalités et les conséquences de ces mutations dans les rapports État-société civile.

The changing welfare state: New ideas, new actors

While the Quebec government has, since the 1970s, considered the community sector and the social economy as being constituent features of politics, this has not always been the case elsewhere in Canada or in Europe. However, for more than a decade now, inspired by the movement for social innovation and by the European Union, the social welfare state is being restructured in several countries, with social entrepreneurs considered as "partners" in the implementation and management of policies and measures that are now recognized as social investments. The presentation will address the modalities and consequences of these transformations in the relationship between the state and civil society.

L'économie sociale et solidaire, de la reconnaissance à la banalisation. Alain Lipietz, ancien directeur de recherche au CNRS et ex-député au Parlement européen

Dès le début de la crise du fordisme (fin des années 1970), des citoyens s'associent pour répondre aux besoins de solidarité suscités par la montée du chômage et le recul de la solidarité institutionnelle. Il s'agit aussi de couvrir productivement de nouveaux besoins sociaux, avec des relations professionnelles permettant de « travailler autrement ». D'abord baptisé « Tiers Secteur » (entre le public et le privé), ce secteur économique sera hautement valorisé par la Banque mondiale, en particulier en Amérique latine. Le gouvernement français de 1998 lance une vaste consultation qui reconnaît le secteur sous le nom d'« économie sociale et solidaire ». Mais, comme l'économie sociale du début du XX^e siècle, l'ESS tend aujourd'hui à se banaliser, tout en maintenant un espace pour l'innovation sociale.

The social and solidarity economy: From recognition to commoditization

Starting with the crisis of Fordism, in the late 1970s, citizens have joined forces as a means to counteract the rise in unemployment and the decline in institutional solidarity. At the same time, they sought to respond to the emerging need to conceive of work and labour relations differently, as manifested, for example, with the “travailler autrement” movement in France. Initially called the “third sector” (between the public and the private sector), this sector was eventually highly valued by the World Bank, especially in Latin America. In 1998, the French government launched an extensive consultation that officially recognized the sector as the “social and solidarity economy” (SSE). While the SSE, similar to the social economy of the beginning of the 20th century, has lost its initial prominence, it continues to provide a space for social innovation.

Vendredi 7 avril 2017 / Friday April 7th 2017

Plénière 4 Trajectoires et effets transformationnels des innovations sociales / Paths and transformative effects of Plenary 4 social innovation

9h00 Présidence/ Chair : Annie Camus, Université du Québec à Montréal

Orienter l'innovation sociétale vers une éthique de soutenabilité forte : pour une co-évolution des visions du monde scientifique, des valeurs et des capacités de transformation sociétales. Tom Dedeurwaerdere, Université catholique de Louvain

La transition vers des sociétés durables se construit dans de nombreuses dimensions qui dépassent largement le cadre technologique. Tous les secteurs de la vie économique et sociale sont concernés : la mobilité, l'utilisation de l'énergie, le logement, les habitudes de consommation, etc. Notre vision est que la mobilisation, la production et la traduction de connaissance au bénéfice de cette transition exige une implication active à la fois des chercheurs et des acteurs de terrain/praticiens des secteurs publics, privés et associatifs. Au-delà des méthodologies de recherche action, ceci implique d'organiser un débat sur les valeurs et les visions du monde sous-jacentes aux enquêtes scientifiques, et de créer de nouvelles capacités de transformation sociétales sur base de ces visions et valeurs. Des exemples de programmes de recherche à travers le monde seront présentés pour illustrer ces défis à la croisée des questions scientifiques, éthiques et de mobilisation sociétale.

Guiding societal innovation towards a strong sustainability ethics: For a co-evolution of scientific world visions, values and capacities for societal transformation

The transition towards sustainable societies is constructed along many dimensions that go far beyond the technological framework. All sectors of economic and social life are concerned, including mobility, energy use, housing and consumption habits. For this reason, the mobilization, production and knowledge translation to drive this transition will require the active involvement of researchers as well as practitioners in the public, private and voluntary sectors. Moreover, beyond action research, it will require organizing debates on the values and world views underlying scientific research, followed up with the creation of the capacities for societal transformation in keeping with the consensus of those debates. Examples of research programs from around the world will be presented to illustrate challenges at the crossroads of scientific, ethical and societal mobilization issues.

Le développement territorial émergent comme adaptation au modèle global. Bernard Pecqueur, Université Grenoble-Alpes

Le développement territorial est une stratégie de type méso économique dont les caractéristiques émergent au gré des politiques urbaines et des innovations sociales. L'objet de cette communication porte sur l'analyse du sens de cette émergence comme réponse aux défis de la globalisation. Le modèle global sera d'abord examiné à travers les éléments récents démontrant les limites de son fonctionnement par la montée de l'inefficacité (coûts cachés, nouvelles concurrences, etc.). Puis, nous démontrerons que les réponses néolibérales sont inadaptées aux évolutions récentes de l'économie globale (obsolescence rapide des solutions proposées, impasses du productiviste). Enfin, nous montrerons comment les concepts de l'économie territoriale peuvent constituer des pistes de régulation du processus de globalisation, notamment à partir de la notion de « ressource territoriale ». On utilisera également les travaux issus de la collaboration

PACTE-CRISES sur les nouvelles formes d'économie collaborative. L'objectif étant de contribuer à l'élaboration d'une théorie de l'économie territoriale.

Territorial development as new means to adapt to the global model. Bernard Pecqueur, Université Grenoble-Alpes

Territorial development is a meso-economic strategy whose characteristics form in response to urban policies and social innovations. The purpose of this presentation is to analyze the meaning of this new response to the challenges of globalization. We begin by examining the global model on the basis of recent evidence that demonstrates the limitations of its functioning in light of increasing inefficiency (hidden costs, new competitors, etc.). In a second step, we show that the neoliberal responses have failed to adapt to the recent developments in the global economy (rapid obsolescence of proposed solutions, failure of the growth model). Finally, we show how territorial economy concepts can constitute avenues for regulating globalization, notably on the basis of the notion of the "territorial resource." For this, we refer to research conducted jointly by PACTE and CRISES on new forms of collaborative economics. The objective is to contribute to the development of a theory of the territorial economy.

Affiches **SÉANCE DE COMMUNICATIONS PAR AFFICHE / POSTER SESSION**
10h00

The contribution of historical and dialectical materialism to the innovation of environmental education public policies in Santa Catarina. Adriana Lima Moraes, Santa Catarina State Secretariat; Carlos Frederico Bernardo Loureiro, Federal University of Rio de Janeiro

This communication aims at discussing the contribution of historical and dialectical materialism to a critical analysis of the materiality of phenomena related to public policies of the Environmental Education Department of Education of the State of Santa Catarina, in Brazil. This epistemological and methodological approach allows us to undertake an investigation into the contradictions between the design of critical education embodied in the proposed education of this office and the materiality of public policies on environmental education, pointing to the most general determinations which have limitations that hamper an educational activity that promotes social innovation. To conceptualize Public Policy, State, and Civil Society, the contribution of Gramsci can be adopted as a conceptual and analytical reference, extending the application of their theoretical and methodological production to other categories, hegemony, the balance of forces and sociability. In terms of relevance, this methodological approach can help for a critical look at the work and the role of the secretariat as manager and promoter of public policies for environmental education and help with the actors working in this office, for an understanding of all these processes, identifying the advances and dilemmas, and can thus produce significant learning, to promote the adoption of new strategies, concepts and innovative solutions.

Approche par la proximité, et co-construction des connaissances, quelles pratiques à l'échelle territoriale ? Syrine Ben Slymen, ÉNAP, CRISES

La suprématie de l'intérêt général, le respect de la souveraineté populaire, de l'opinion publique et du citoyen fait partie des résolutions salvatrices d'une révolution populaire ayant des motivations pressantes et des objectifs nobles. Transparence, communication, concertation, co-construction de connaissances ou de politiques publiques, auparavant pratiques irréalistes sont à présent objectif central et mots d'ordre populaire. La Tunisie vit en quelque sorte une période critique de son histoire, il est ainsi impératif que l'approche communicationnelle, les diverses décisions prises par les pouvoirs publics, et la mise en place des objectifs de la transition démocratique soient repensés avec de claires perspectives de réflexions consensuelles et de coopération. Assurer la mise à niveau des régions jusqu'au la au reclus est une priorité absolue pour une Tunisie postrévolutionnaire. Des nouvelles modalités de gestion des territoires sont à mettre en œuvre. Communiquer différemment sur une région permet ainsi de réactiver une fibre régionale et faire interagir la population locale avec ses responsables institutionnels et non institutionnels. La territorialisation de la prise de décision ne peut se faire que suite à des réformes qui mettent un terme à des pratiques politico-institutionnelles centralistes faisant obstacle à toute forme de régionalisation. Le cadre réglementaire est primordial et élémentaire pour la concrétisation et la mise à l'agenda d'une action publique locale. Cette proposition a pour ambition d'interroger les mécanismes déployés dans le cadre d'approches de co-construction des connaissances. Les nouveaux échelons de prise de décision et leur intervention dans une approche multipartenaires et multisectorielles sera étudiée au travers de l'analyse des discours des acteurs actifs.

Les acteurs impliqués dans la création d'une ville nouvelle afin d'éradiquer la pauvreté. Cas de Constantine. Nadra Nait Amar, Université Constantine 3

Phénomène social et universel, le bidonville est la conséquence de l'inadéquation entre l'accroissement de la population et la production de logements. Le bassin qui alimente cet habitat est lui-même approvisionné par les deux principaux éléments en soit l'exode rural et la démographie. Constantine, qui était encerclé par ce type d'habitat de l'insalubrité, de la pauvreté et de la marginalisation a subi un "toiletage" qui a permis l'éradication, entre 2011 et 2013, de 36 sites de bidonvilles (5 275 baraques) sur les 65 sites d'habitat précaire (6 135 baraques) recensés en 2011. Celui-ci a pris la forme d'un relogement à la ville nouvelle Ali Mendjeli érigée à 15 km de la capitale de l'est pour décongestionner la ville de Constantine, de 7 153 ménages sur 8 212. La création de cette entité : la ville nouvelle, est une volonté politique pour

éradiquer aussi l'habitat insalubre (bidonvilles). À travers cet essai nous allons présenter l'émergence de cette entité, le contexte dans lequel elle a été créée et les principaux acteurs impliqués dans sa conception.

L'innovation sociale comme moyen de lutter contre l'exclusion sociale : une application aux robots domestiques pour personnes âgées. Sylvain Mbongui Kialo, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines et Marat Bakpayev, Université du Minnesota

La durée de vie moyenne a augmenté de plus de 20 ans au cours du dernier demi-siècle. L'une des conséquences de cette évolution démographique est qu'en 2040, la part des plus de 60 ans dans la population mondiale, actuellement de 10 %, devrait grimper à 21 %. Cette situation devrait créer un véritable « problème social » en raison de la fragilité des personnes âgées et des coûts économiques qui s'y attachent. Dans ce contexte, plusieurs experts indiquent que les robots domestiques pour personnes âgées peuvent permettre d'assurer un meilleur traitement au long cours grâce à un suivi à distance, d'alléger les fardeaux des aidants, de renforcer la sécurité et de rompre l'isolement affectif. En dehors des travaux qui cherchent à comprendre le rôle des technologies dans la vie des personnes âgées, rares sont les recherches qui considèrent les robots domestiques pour personnes âgées comme des innovations sociales capables de répondre de manière positive aux problèmes du vieillissement de la population. Pourtant, les robots domestiques pour personnes âgées sont porteurs d'une véritable espérance en contribuant de manière légitime au bien-vieillir de cette catégorie de la population. L'objectif de cette communication est de montrer comment les robots domestiques pour personnes âgées permettent de lutter contre l'exclusion sociale en résolvant les problèmes sociaux causés par le vieillissement de la population.

La lutte contre l'exclusion par l'initiative communautaire à Montréal. Un projet alimentaire mené par Parole d'excluEs. Darío Enriquez, Université du Québec à Montréal

Cette communication porte sur les actions de lutte contre l'exclusion menées à Montréal par des acteurs communautaires. L'exclusion est vue ici comme l'un de enjeux majeurs de la « nouvelle pauvreté » liée en partie aux changements de conditions du marché du travail et à la précarisation de l'emploi, aux lacunes dans la protection sociale, à la désintégration de la structure familiale et à la perte d'efficacité des mécanismes qui assuraient l'intégration sociale sous la société keynésienne et fordiste. Dans ce contexte, l'exclusion fait référence à l'insuffisance de ressources tant en termes monétaires qu'en termes d'accès aux services et équipements collectifs qui contribuent à la qualité de vie des personnes et des communautés. Cette communication mettra l'accent sur la lutte à l'exclusion avec des projets qui concernent la sécurité alimentaire.

La participation et l'action des comités de parents à travers l'évolution sociohistorique des maisons de naissance québécoises. Roxanne Lorrain, Université de Montréal

Cette communication par affiche porte sur la participation des usagères dans les maisons de naissance du Québec. En analysant l'évolution sociohistorique des maisons de naissance, cette recherche s'intéresse au point de vue des femmes qui s'engagent dans les comités de parents. Cette recherche qualitative menée auprès de femmes membres de comités de parents (actuels et passés) permet de comprendre comment les groupes s'organisent et développent des moyens d'action concrets, novateurs, propres à leur réalité et pour leur collectivité respective. Cette communication par affiche propose de situer la problématique à l'étude en abordant les contextes historique, politique, juridique et institutionnel, ainsi qu'en présentant la pratique sage-femme. Les résultats de recherche, analysés selon un cadre conceptuel de la participation, permettent d'identifier le désir des femmes de s'engager dans une maternité respectée, pour elles-mêmes et leur collectivité ; de dégager une typologie des comités de parents et de leurs activités ; de cerner les défis rencontrés et les stratégies déployées par les usagères ; et, enfin, d'aborder leurs perspectives sur leur participation au sein des comités.

Je partage donc je suis. Les perspectives d'inclusion sociale par les nouveaux modèles de propriété partagée des résidences principales. Olivier Palluault et Christophe Lossot, Ellyx – Générateur d'innovation sociale

Il n'y a pas tant une crise « du » logement qu'une crise « par » le logement, reposant sur le creusement des inégalités sociales entre les détenteurs de biens immobiliers d'une part, et ceux qui ne le sont pas et ne pourront jamais le devenir, d'autre part (Piketty, 2013). Cette dynamique prend racine dans la possibilité d'acquisition (ou non) d'un bien immobilier, et dépasse largement les seuls enjeux relatifs à l'habitat : elle est intimement liée aux problématiques de pouvoir d'achat, et se retrouve au cœur des processus sociaux d'inclusion et d'exclusion dans la société. À partir d'une théorisation de la crise liée au logement et d'une lecture critique des solutions issues de l'économie collaborative ou de l'économie sociale et solidaire (notamment sous la forme de l'habitat participatif), cet article présente les promesses d'une expérimentation en cours portant sur la propriété partagée des résidences principales. Au regard de trajectoires sociales spécifiques, cet article vise à montrer comment la propriété partagée pourrait utilement servir à des franges de la population (étudiants, « salariés pauvres » ou familles monoparentales...) pour recréer le logement comme espace de vie sociale et collective et comme levier économique pour sortir des nouvelles formes de précarité.

Le rôle de l'innovation sociale et des villes dans la lutte aux changements climatiques à l'ère post-Cop 21. Les stratégies et les pratiques de la société civile dans la mobilisation des autorités municipales et des parties

prenantes dans la transition vers des villes neutres en carbone. Joseph El-Khoury, Université de Montréal

Les villes occupent une position centrale et essentielles à la mise en actions des objectifs de l'Accord de Paris COP21, qui fixe l'objectif d'un monde neutre en carbone d'ici 2050. Le projet est une recherche participative au sein de la Coalition Climat Montréal², une organisation de la société civile regroupant plus de soixante groupes et communautés. Basé sur la théorie des Sustainability Transitions, le projet de recherche consiste à identifier qui sont les acteurs impliqués dans la transition écologique à Montréal, quelles sont les caractéristiques de leurs relations de pouvoir multi-acteurs, comment ces relations de pouvoir évoluent, et comment le pouvoir et les acteurs sont encadrés et contestés à de nombreux niveaux de logiques institutionnelles. Le défi est de mieux comprendre les tensions entre gouvernance démocratique et les changements radicaux jugés nécessaires à la transition, ou comment les nouveaux comportements sociaux et les nouvelles politiques luttent et rivalisent avec les « régimes » sociotechniques dominants qui existent déjà. Le véritable potentiel des villes face aux changements climatiques n'est pas de se conformer aux cadres et aux modes de fonctionnement existants au sein des institutions internationales de la politique climatique, mais d'éclairer comment d'autres voies sont possibles. La visée appliquée du projet de recherche est de contribuer à éclairer la pratique des initiatives citoyennes de transition à Montréal, dans le but de les rendre plus effectives.

Gentrification socialement acceptable, une transformation urbaine négociée. Leila Ghaffari, Université du Québec à Montréal

Dans cette affiche, nous allons montrer comment les acteurs d'innovation sociale luttent contre la gentrification dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve et comment cela se manifeste dans les médias. Nous basons notre recherche sur la théorie de Hirschman (1970) sur la réaction des gens dans une situation insatisfaisante. Selon lui, dans une situation insatisfaisante, la communauté peut réagir dans deux manières ; elle peut se retirer de la situation (exit), ou bien elle peut prendre la parole (voice) pour l'articulation de son intérêt. La prise de parole est définie comme « toute tentative de changement, plutôt que d'échapper » (Hirschman, 1970: 30) à la situation défavorable. Il faut noter que le retrait (exit) peut devenir influant quand l'acteur qui se retire possède un pouvoir politique établi dans le quartier et sa sortie de la situation peut devenir couteuse pour les décideurs. L'acceptabilité sociale de la gentrification s'inscrit dans un processus de transformation sociale négociée ; et dans un contexte des contraintes budgétaires et des économies dirigées par le marché, l'acceptabilité sociale de la gentrification devient un enjeu important d'innovation sociale. Et les médias, en tant qu'agent de socialisation, dessinent le portrait de ses réactions sociales.

Le développement local par l'intervention culturelle. Le cas du Cinéma Beaubien à Rosemont. Wilfredo Angulo Baudin, Université du Québec à Montréal

Cette communication portera sur le cas du Cinéma Beaubien (Rosemont), un projet culturel porté par une coalition d'organisations de la société civile en vue de favoriser la revitalisation d'un quartier qui a été affecté par la crise des années 1980. Ce cas nous permettra de mieux comprendre l'effet des projets culturels et créatifs sur les quartiers, lesquels sont mis en œuvre par des organisations locales où les organismes communautaires agissent comme des parties prenantes importantes en partenariat avec des acteurs sociaux, des instances publiques et l'entreprise privée. Notre recherche vise à montrer que les projets communautaires ancrés dans le secteur culturel créatif donnent à voir des nouvelles aspirations et font émerger des utopies qui mobilisent les citoyens qui deviennent ainsi des co-acteurs des transformations sociales de leur quartier. Ils s'inscrivent dans un modèle de développement où se conjuguent l'échelle locale et l'échelle métropolitaine et où se croisent la perspective sectorielle (la création) et la perspective territoriale (milieu de vie). La recherche essaye de donner une réponse à la question suivante : Dans quelle mesure les initiatives locales de nature culturelle et créative mises en œuvre par les acteurs locaux peuvent-elles favoriser le développement social et économique local et contribuer à mettre en place un cadre urbain approprié pour le « bien vivre » de l'ensemble de la communauté ? Les résultats de cette recherche apporteront une contribution importante afin de comprendre l'effet des projets ancrés dans les secteurs créatifs et culturels dans la reconstruction des collectivités locales brisées par la crise de la société industrielle. Dans cette opportunité, nous allons présenter les résultats de la recherche empirique réalisée sur le cas du Cinéma Beaubien.

La mise en œuvre des pratiques d'intervention communautaire au sein des organismes communautaires en déficience intellectuelle à Montréal dans le contexte actuel d'austérité. Marlène Juvany, Université de Sherbrooke

De nos jours, en raison de la mise en œuvre de politiques d'austérité par le gouvernement du Québec, les pratiques d'intervention communautaire connaissent de profonds changements. Ce, tant en raison des besoins accrus des personnes vivant avec une déficience intellectuelle que des financements plus difficiles à obtenir par les organismes. Ainsi, notre projet de recherche vise à étudier et rendre compte des pratiques d'intervention communautaire de promotion de la participation et la reconnaissance sociales des personnes vivant avec une déficience intellectuelle, réalisées par des intervenants d'organismes communautaires du champ de la déficience intellectuelle. L'étude porte une attention particulière à l'environnement social pouvant conditionner ces pratiques, environnement comprenant le milieu public, les organismes communautaires, et le contexte sociopolitique et économique. En cherchant à identifier comment et sous quelles formes se déploient les pratiques d'intervention communautaire, nous voulons aussi voir comment le nouveau

contexte d'austérité prévalant influence ces pratiques. Notre objectif est, selon la perspective vécue des participants à l'étude, de voir et de comprendre comment, ces années-ci, évoluent les pratiques d'intervention communautaire visant la défense et la promotion de la participation sociale des personnes ayant une déficience intellectuelle, le tout selon une optique de lutte pour la reconnaissance des personnes vivant avec une déficience intellectuelle.

Séance 5A Innovation sociale et territoire / *Social innovation and territory*

11h00 Présidence : Pierre-André Tremblay, Université du Québec à Chicoutimi

Aux frontières de l'économie : territoire et valeur territoriale : des expérimentations à un nouveau modèle de création de valeur. Muriel Maillfert, Université Lyon 3 et Isabelle Robert, Université Lille 2

On assiste à une effervescence des recherches sur des formes renouvelées de création de richesse sur les territoires : économie circulaire, économie sociale et solidaire, écologie industrielle, économie de fonctionnalité sont autant de modèles soulevés en regard des formes économiques concurrentielles et territoriales. Ces « nouveaux modèles économiques » proposent, au-delà de pratiques productives plus ou moins renouvelées, des formes innovantes de création de valeur. Ils se donnent pour objectif de s'inscrire dans les attendus de la durabilité territoriale forte (avec une dimension de co-construction élevée, promouvant des formes de capacité territoriale). Cette contribution vise à explorer la capacité des NME à produire un modèle de développement innovant. Le travail de qualification de ce nouveau processus de mise en valeur du territoire s'appuiera sur différents travaux théoriques institutionnalistes sur l'action collective, la proximité et le développement territorial et sur des travaux empiriques menés depuis 2008 autour de l'EIT.

Des émergences à la reconnaissance : itinéraires et facteurs clés de pratiques innovantes en contexte de précarité. Sambou Ndiaye, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)

La présente communication présente une initiative issue du concours national sur les pratiques innovantes en développement local en vue de retracer une trajectoire d'innovation en contexte de précarité mais également de transition. Il s'agit de l'expérience de l'union interprofessionnelle des agro-pasteurs de l'arrondissement de Rao qui illustre le passage d'une micro entreprise familiale agropastorale à l'entrepreneuriat communautaire. Actuellement, l'Union mobilise 145 riziculteurs, 137 agro-éleveurs, 113 femmes formatrices et 60 pêcheurs. Nous dévoileront les innovations organisationnelles, économiques, techniques et sociales réalisées grâce à une conjonction de facteurs multiples : la démarche de soutien à l'autonomisation socio-économique, la conciliation entre biens commun, public et privé, l'approche inclusive et auto gérée, l'ancrage territorial marqué, le leadership sobre et humble. Toutefois, de réelles menaces subsistent, telles : la concurrence de l'agrobusiness, le décalage avec les capacités humaines, techniques et financières de l'union, le conflit de positionnement entre les nouveaux membres et la micro entreprise familiale initiatrice.

La contribution des innovations sociales au développement territorial d'un milieu rural fortement dévitalisé : le cas du JAL au Bas-Saint-Laurent (Québec). Majella Simard, Université de Moncton

En raison de l'ampleur exceptionnelle que ce mouvement social a suscitée au tournant des années 1970, le JAL est intimement lié à l'histoire du développement régional au Québec. S'inscrivant dans le cadre des Opérations-Dignité, ce mouvement est issu d'initiatives prises par des leaders locaux ayant conduit au regroupement de trois municipalités considérées comme « marginales » sur le plan socio-économique et, par conséquent, condamnées à la fermeture. L'un des objectifs poursuivis consistait à élaborer un plan d'action visant à donner un second souffle aux activités relevant de l'industrie forestière dans la perspective d'un aménagement intégré des ressources en adoptant les principes du développement communautaire. Parce que les différents projets qui ont émané à l'époque du JAL visaient à répondre à des besoins que ni le marché ni l'État ne permettaient de combler, plusieurs de ces initiatives peuvent être considérées comme des innovations sociales, celles-ci étant issues de diverses sphères de l'activité humaine et ayant l'économie sociale comme point d'ancrage. L'objectif de cette présentation consiste à déterminer si ces initiatives correspondent à des innovations sociales, à en évaluer la portée ainsi que la contribution en matière de renforcement des capacités et de développement territorial.

Les territoires forestiers patrimoines mondiaux naturels : entre confinement et émergence des marges. Réflexion à partir du cas des communautés rurales et autochtones riveraines à la réserve forestière du Dja au Cameroun. Fernanda Abanda, Université du Québec en Outaouais

Cette contribution porte sur la capacité des marges à créer de nouveaux arrangements spatiaux et institutionnels au détriment du centre lorsqu'elles font face à des politiques de gestion des ressources territoriales imposées par le haut. Elle s'intéresse particulièrement aux actions mises en place par les communautés locales pour faire reconnaître leurs représentations et identités dans la gestion et l'usage des sites forestiers classés comme patrimoines mondiaux naturels à proximité desquels ils vivent. Cette réflexion vise à présenter les stratégies développées par une communauté locale pour faire reconnaître ses représentations et son identité dans la gestion d'un site forestier patrimoine mondial naturel. Elle repose sur les résultats d'une thèse de doctorat portant sur le rapport entre la patrimonialisation mondiale de la nature et

les conditions de vie des communautés dans les territoires forestiers du bassin du Congo et ce, à travers le cas de la réserve de biosphère du Dja au Cameroun.

Séance 5B Processus entrepreneurial et forme organisationnelle : entre mission et utilité sociale /
11h00 *Entrepreneurial process and organizational form: between mission and social utility*
Présidence : Valérie Michaud, Université du Québec à Montréal

Les trois trajectoires historiques de l'innovation sociale : entre marchandisation, reconnaissance et émancipation.
Jonathan Durand Folco, Université Saint-Paul

Loin de représenter un « signifiant vide » ou un concept purement équivoque, nous désirons dégager trois grandes conceptions de l'innovation sociale : le modèle néolibéral, social-démocrate et radical-émancipateur. Ces trois idéaux-types visent à mettre en évidence les relations de pouvoir entre la sphère économique, politique et associative. Les trois modèles institutionnels, qui reposent sur un développement inégal et combiné du marché, de la redistribution et de la réciprocité, correspondent à des configurations sociopolitiques spécifiques qui déterminent la nature, le rôle et la fonction de l'innovation sociale au sein de la société. Tandis que la logique néolibérale contribue à la marchandisation de l'économie sociale, et que l'approche social-démocrate préconise la reconnaissance institutionnelle d'un nouveau secteur afin de favoriser le développement d'une « économie plurielle », la vision émancipatrice, émergente et encore méconnue, consiste à fédérer les « utopies réelles » dans une perspective de transition basée sur les communs.

Entre innovation sociale et dérive de mission : réflexions à partir du processus entrepreneurial sur les défis des entreprises sociales hybrides. Vincent Angel, Université de Bordeaux et Julie Hermans, Université Catholique de Louvain

Comprendre et modéliser les processus qui entravent ou favorisent le développement des innovations sociales est un enjeu capital. Nous proposerons d'identifier les enjeux particuliers qui émergent au fur et à mesure du processus entrepreneurial, de l'identification des opportunités à leur exploitation. L'innovation sociale et la dérive de mission sont des défis quotidiens de l'entreprise sociale hybride qui voient ses projets à la merci des agendas de ces multiples parties prenantes. L'observation des conditions d'émergence des opportunités innovantes et dans le même temps des risques de dérive doit pouvoir répondre à ces défis. Dans cette communication, nous proposons une réflexion conceptuelle relative à l'examen de l'innovation et de la dérive de la mission en contexte entrepreneurial. Cette réflexion pose notamment la question des multiples niveaux d'observation de l'innovation et de la dérive, depuis l'identification des « bonnes » opportunités à leur exploitation opérationnelle.

L'institutionnalisation des projets d'innovateurs sociaux : le difficile choix de la forme organisationnelle? Isabeau Four, Maricarmen Mérino, France Lavoie et Olivier Corbin-Charland, Centre d'étude en responsabilité sociale et écocitoyenneté, Collège de Rosemont.

En réponses aux crises économiques, écologiques et sociales, on voit se dessiner une multitude de modèles d'action tous en recherche de légitimité et de financement. Cette légitimité passe, entre autres, par l'accès à des formes organisationnelles et juridiques qui permettent de diminuer la tension entre la mission sociale et les activités économiques. Le choix de cette forme est donc en partie conditionné par des enjeux financiers (Fontan *et al.*, 2008). C'est à la lumière de ces défis que le CÉRSÉ a été interpellé par des acteurs œuvrant au cœur des enjeux de légitimité et de financement de l'innovation sociale pour étudier la question du choix de la forme organisationnelle. Ce projet de recherche partenariale découle aussi des résultats d'une étude menée par le CÉRSÉ auprès d'innovateurs sociaux, dont la majorité estimait avoir de la difficulté à choisir une forme organisationnelle. Une tension entre les activités économiques et les missions sociales structure les activités de l'innovateur social et contribue à l'émergence de nombreux questionnements : 1- Quelle forme organisationnelle est la plus adéquate? 2- Laquelle cadre le mieux avec les valeurs de l'innovateur social tout en lui permettant d'aller chercher du financement? 3- Laquelle lui permet d'atteindre ses objectifs sociaux? C'est notamment au travers ces questionnements que le CÉRSÉ a étudié, dans trois régions du Québec, les défis auxquels font face des innovateurs sociaux en recherche de légitimité.

Les dimensions déterminantes du capital social dans un contexte de franchise sociale. Maude Léonard et Pascale Lagacé-Brunet, UQAM

Parmi les différents types de stratégies de changement d'échelle spécifiques aux entreprises d'économie sociale, notre attention se pose sur celle de l'essaimage franchisé, ou dit autrement de la franchise sociale. Cette stratégie consiste pour l'entreprise initiale (franchiseur) à développer des antennes sur de nouveaux territoires (franchisés). Nous cherchons à circonscrire les conditions de réussite de cette démarche. Parmi celles-ci, nous souhaitons mettre l'accent sur les caractéristiques des relations interorganisationnelles entre le franchiseur et le franchisé. Pour interpréter nos résultats issus d'entrevues semi-structurées et d'observation participante, nous mobilisons à cet égard les dimensions structurelle, relationnelle et cognitive de la théorie du capital social. Les déterminants qui facilitent les relations entre le franchiseur et les franchisés renvoient à un amalgame de ressources nécessaires à la réussite de la franchise sociale.

Séance 5C Développement durable et transition écologique : le rôle de l'innovation sociale / Sustainable development and ecological transition : the role of social innovation
11h00
Présidence : René Audet, Université du Québec à Montréal

Les trajectoires d'innovation sociale à l'aune du Transition Management ? Le cas des couches lavables. Victor Bailly, IRSTEA - Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture

Ce travail propose d'analyser l'innovation sociale, en tant que tentative de transformation d'un régime sociotechnique, à travers une triple perspective théorique. Il s'agit d'articuler les théories du Transition Management à une sociologie de l'action publique et des sciences et techniques pour décrire l'itinéraire à la fois social, politique et technique d'une innovation et de son institutionnalisation. L'objectif est de prendre appui sur un répertoire conceptuel qui emprunte à l'analyse de l'action publique (construction des problèmes, mise sur agenda, mise en oeuvre...) et à la sociologie des sciences et techniques (problématisation, intéressement, enrôlement, structuration d'alliances, épreuves...). Nous utiliserons plus particulièrement le cas des couches lavables pour montrer que le passage d'une innovation localisée à la transformation d'un régime s'enracine dans trois types de mises à l'épreuve : la construction d'un modèle économique, l'édification d'une légitimité technique et le portage politique.

Atténuation et adaptation au changement climatique dans la Péninsule acadienne : deux réponses régionales à la crise écologique. Julie Guillemot, Université de Moncton

Dans le cadre de cette communication, nous présenterons deux initiatives abordant chacune l'enjeu du changement climatique dans la Péninsule Acadienne, l'une sous l'angle de l'adaptation et l'autre de l'atténuation. Située au Nord-Est du Nouveau-Brunswick, la Péninsule est un territoire tourné vers la mer et l'exploitation des ressources naturelles, rural et peu peuplé. Le Plan d'aménagement et d'actions en prévention des risques d'érosion et d'inondation reliés aux changements climatiques dans la Péninsule acadienne est une démarche initiée en 2012, par quelques élus locaux en collaboration avec des acteurs de la société civile, dans l'espoir de renforcer la capacité d'adaptation des communautés. Imaginons la Péninsule Acadienne Autrement (IPAA), pour sa part, découle d'une mobilisation citoyenne en lien avec les initiatives associées à la COP 21 de décembre 2015. Elle fait la promotion d'une transition énergétique. Ces deux démarches sont portées par des réseaux d'acteurs différents, mais connectés et sont porteuses d'innovations, éventuellement technologiques, mais surtout sociales. Notre objectif est d'en faire ressortir les convergences et les divergences autour de trois dimensions : participation et gouvernance, les visées (et valeurs) des acteurs impliqués et la place accordées aux innovations technologiques.

L'engagement des entrepreneurs au sein de dynamiques de développement territorial soutenable : le cas du Val de Suse. Marina Soubirou, Université Grenoble Alpes

Depuis le milieu de la décennie 1990, la basse Vallée de Suse en Italie est entrée en résistance contre le projet de liaison ferroviaire à haute vitesse Lyon-Turin. D'un conflit animé par la volonté de préserver l'environnement local, cette résistance s'est peu à peu transformée en une lutte pour un autre modèle de société semblant par ailleurs aujourd'hui trouver écho en Europe. De cette lutte ont émergées de nombreuses initiatives politiques, culturelles ou encore économiques. Celles-ci dessinent aujourd'hui un ensemble de dynamiques territoriales soutenables et partant un modèle alternatif et innovant de développement basé sur la proximité, en accord avec les valeurs et principes des habitants de ce territoire rural, et ce malgré de fortes pressions antagonistes. Cette communication propose d'analyser l'engagement des entrepreneurs au sein de ces dynamiques, à travers le double prisme de la théorie des capacités et de l'économie des conventions.

Innovation sociale et développement touristique durable : des perspectives théoriques aux pratiques. Melissa Moralli, Université de Bologne

Cette étude revient sur le rôle de l'innovation sociale dans les processus de développement territorial. A cette fin, on présentera le tourisme, et particulièrement le tourisme responsable, comme un phénomène agissant sur la participation de la communauté locale dans les processus décisionnels, sur la valorisation des pratiques durables ainsi que sur l'amélioration des relations socio-spatiales. En analysant un cas d'étude situé dans la ville italienne de Bologne, on démontrera qu'une valorisation responsable de l'innovation sociale peut améliorer les conditions de vie et l'attractivité des territoires.

Séance 5D Écosystèmes d'innovation sociale au service de la transformation sociale / Social innovation ecosystems for social transformation
11h00
Présidence : Jean-Marc Fontan, Université du Québec à Montréal

Organisations structurantes de l'écosystème d'innovation sociale. Le cas d'une institution de la finance solidaire au Québec. Marie J. Bouchard, Maude Léonard, Sonia Tello-Rozas, UQAM; Damien Rousselière, Agrocampus Ouest.

Les entreprises d'économie sociale (EÉS) se développent en marge des logiques économiques dominantes : acteurs alternatifs, activités émergentes, aspirations démocratiques, accessibilité pour des travailleurs exclus, développement de localités fragiles, etc. Ces créneaux sont peu attractifs pour la finance traditionnelle. Nous avons analysé le cas d'une institution de la finance solidaire (IFS) qui intervient comme prêteur de capital de développement auprès des EÉS. Notre étude s'intéresse au rôle et à la pertinence de cette IFS dans l'écosystème d'innovation sociale en économie sociale au Québec. Cette étude montre l'effet systémique d'une IFS comme composante essentielle d'un écosystème d'institutions dédiées à l'économie sociale, notamment dans une perspective de développement local. Notre étude fournit des pistes en matière d'évaluation des impacts et des effets systémiques de la finance solidaire sur les caractéristiques spécifiques des EÉS et sur l'environnement de soutien des EÉS propre à en conserver la nature distinctive dans le temps.

Les écosystèmes territoriaux d'innovation sociale en France. Les apports d'une approche institutionnaliste de l'innovation sociale appliquée aux Pôles territoriaux de coopération économique. Emmanuelle Besançon, Institut Jean-Baptiste Godin; Sylvain Celle, Université Lille 1; Nicolas Chochoy, Institut Jean-Baptiste Godin; Geneviève Fontaine, Université Paris-Est Marne-la-Vallée; Thibault Guiyon et Yannick Martell, Université Picardie Jules Verne

Selon Lévesque (2016), les analyses en termes d'écosystème entrepreneurial (ou d'affaires) proposent des représentations avant tout descriptives de leurs piliers et de leurs composantes et sont difficilement généralisables à tous les écosystèmes. Lévesque distingue dans ce sens les écosystèmes entrepreneuriaux et les écosystèmes d'économie sociale et solidaire, ce qui nous amène à supposer que l'innovation sociale émerge dans des écosystèmes spécifiques, les Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE) français apparaissant comme des dynamiques propices à l'émergence d'innovations sociales. Il nous semble alors possible d'appréhender ces pôles comme des *écosystèmes territoriaux d'innovation sociale*.

Notre contribution, qui s'appuiera sur des expertises et des observations participantes au sein de trois PTCE en France, sera structurée en trois parties. La première sera consacrée à la dialectique entre l'institué et l'instituant et permettra de délimiter deux dynamiques distinctes mais en interaction. Par écosystème institué nous entendons un ensemble de dispositifs institutionnels visant à soutenir et reconnaître l'innovation sociale, aux niveaux régional, national ou encore européen. Les écosystèmes instituteurs recouvrent les dynamiques territoriales favorisant l'émergence et la mise en œuvre de projets d'innovation sociale. La deuxième partie proposera d'appréhender trois PTCE à l'aune d'une approche institutionnaliste de l'innovation sociale, afin de révéler certains éléments clés constitutifs de l'émergence de ces écosystèmes instituteurs et leurs spécificités. La troisième partie proposera de tirer des enseignements de cette analyse, afin de concevoir et d'alimenter des dispositifs institutionnels qui soient au service des écosystèmes instituteurs.

Les fondations philanthropiques face au cimetière de l'innovation sociale : l'observation ethnographique des questions existentielles d'un bailleur de fonds. Sylvain Lefèvre, UQAM et Annabelle Berthiaume, Université McGill

Les fondations philanthropiques jouent un rôle très important, notamment au Québec, dans le financement de l'innovation sociale. Pour nombre d'entre elles, le sous-texte de leur intervention est le suivant : si les innovations sociales financées réussissent, soit elles s'autonomiseront en développant un financement autonome, soit les pouvoirs publics les institutionnaliseront. Mais qu'arrive-t-il quand l'État ne joue plus son rôle d'institutionnalisation, finance de moins en moins la mission des organismes et de plus en plus par projet? Ces questions se posent aujourd'hui au quotidien pour les fondations philanthropiques. Au-delà du financement, elles redoublent d'effort en créant des organismes pour accompagner ces innovations sociales. D'autres fondations, parfois les mêmes, se questionnent sur le caractère vain de leur contribution, quand elles constatent le peuplement de plus en plus dense du cimetière de l'innovation sociale, où s'entassent les initiatives asphyxiées financièrement. Certaines fondations tournent alors leur regard vers l'État, accusé de ne plus jouer son rôle d'institutionnalisation et de soutien des innovations sociales. Paradoxalement, ce sont alors ces fondations, souvent accusées de « privatiser les politiques sociales », qui enjoignent l'État d'assumer plus fortement ses prérogatives sociales et économiques. Afin de saisir la manière dont ces questionnements se posent, et doivent être résolus en pratique, nous avons procédé à une enquête ethnographique auprès d'une fondation philanthropique. Celle-ci a notamment pour particularité d'avoir un comité de sélection composé à la fois de l'équipe salariée de la Fondation, et de membres représentatifs des milieux financés. L'observation des réunions du comité de sélection, où les demandes sont évaluées et classées, est donc un excellent révélateur de ces débats sur les trajectoires d'innovation, souhaitées ou redoutées.

Séance 5E Recherche partenariale et approches narratives : des outils pour appréhender les émergences / 11h00
Partnership research and narrative approaches: tools for apprehending the emergences
Présidence : Denis Bussièrès, Université du Québec à Montréal

The Practical Mechanism of Partnership Research in Taiwan's Social Innovation Context: A Case Study on University-Community Co-working Space in a Tribe of Eastern Taiwan. Muyi Chou, National Taiwan University; Tsung-Yi Chao, Tastubuqul tu Maduq Independent Publishing Studio

Diverse ethnic groups and their cultures are often underestimated and discouraged to practice. Rural areas are gradually marginalized with increasing urbanization. As a result, the devitalization of rural communities becomes the common challenge in Taiwan. In this paper, I will use a case study to illustrate how University builds partnerships with local communities and how they co-construct new ways of living together by transforming mainstream development model into one based on social economy logic. With this case, I will explain how to localize and operationalize the idea of social economy to fit the local context. In other words, the idea of social economy is translated into indigenous understanding and meet their culture. Accordingly, the engaged local system of actors and local networks will be analyzed and see how they influence community development.

Révéler la complexité du soutien à l'action collective en partenariat. Des récits de pratiques d'accompagnement. Ana Gherghel, Caroline St-Louis et Pierre Prévost, Avenir d'enfants

Dans cette présentation, nous discutons l'apport d'une démarche basée sur des récits de pratiques d'accompagnement. Le récit de pratique est une méthode narrative utilisée pour documenter et comprendre des pratiques et des savoirs professionnels, des pratiques innovantes ou exemplaires, et des savoirs émergents dans un champ d'intervention. Cette démarche axée sur le sens des pratiques, conçues comme processus continu et influencé par les contextes écologiques, permet de mettre en lumière comment les pratiques émergent, évoluent dans le temps et influencent, à leur tour, des patterns généraux, des normes et des structures de leur environnement. Depuis janvier 2016, une étude par récits de pratiques est menée pour documenter la posture d'accompagnement développée par l'équipe d'agents d'Avenir d'enfants. Par une approche ancrée dans les pratiques développées par les agents d'accompagnement, la narration d'événements ou de cas marquants représente le support d'un savoir professionnel porté quotidiennement, dans des interventions courantes des agents.

Approches narratives, production des savoirs et construction des sujets. Jacques Caillouette, Chantal Doré et Michèle Vatz Laaroussi, Université de Sherbrooke; Liliana Kremer, Université nationale de Cordoba; Carlos Canal Yáñez, Université nationale de Colombie; Linamar Campos-Flores, Université de Montréal

Notre communication présente une recherche action mettant en œuvre, de manière croisée, des dialogues publics locaux et transnationaux. L'approche épistémologique s'ancre dans un paradigme narratif de la reconnaissance et de la construction identitaire (Ricoeur, 1990). Les stratégies de mobilisation et d'analyse de la recherche permettent l'émergence (question no 3) de voix/voies pour se nommer et se poser comme actrices de développement territorial. Elles tiennent également d'une sociologie des absences (Santos, 2016), en rendant visible l'invisibilité, audible l'inaudible, en donnant corps et voix à des populations discriminées par des logiques économiques et sociales traversées par des rapports de pouvoir de genre, de classes et de race (intersectionnalité). Nous présentons les points essentiels du déploiement méthodologique et épistémologique d'une recherche collaborative internationale menée sur deux ans (2014-2016) et portant sur les rapports sociaux de genre, la diversité et la construction démocratique des territoires (Doré, Caillouette, Campos-Flores, Kremer, Vatz Laaroussi & Yáñez Canal, 2016). Centré sur une démarche collective et discursive d'échanges et au croisement de savoirs expérientiels, ce projet de recherche-action s'est fondé sur la construction de dialogues publics et la mobilisation des actrices et acteurs de la société civile afin de générer des réseaux et des stratégies concrètes de mobilisation tant sur les plans local, national que transnational. Nos travaux contribuent au renouvellement de la recherche action comme outil d'innovation et de transformation sociale. À travers divers terrains d'action, d'observation et de réflexion-analyse mobilisés (Québec, Colombie et Argentine), notre recherche se comprend comme un itinéraire en même temps qu'une discussion qui analyse la construction d'une narration continue se déroulant aux échelles locale et transnationale.

Enhancing social innovation in marginalised rural areas - a challenge of the SIMRA project. Maria Nijnik, David Miller, Carla Barlagne, Richard Hewitt, The James Hutton Institute

The project 'Social Innovation in Marginalised Rural Areas' (SIMRA), funded by the EU's Horizon 2020 Research and Innovation Programme under grant agreement 677622, seeks to fill the significant knowledge gap in understanding and enhancing social innovation in marginalised rural areas (agriculture, forestry and rural development) with particular attention being paid to countries of Eastern and Southern Mediterranean. In marginalised rural areas, numerous local level challenges (e.g. infrastructure, housing and ageing population) intersect with global issues. These challenges demand urgent solutions; and the primary needs that social innovation via SIMRA is expected to deliver concern quality of life and human well-being in marginalised rural areas.

Séance 6A Capacités transformatrices des innovations sociales et des communs / *Transformative capacities of social innovation and commons*
14h00
Présidence : Jacques Caillouette, Université de Sherbrooke

Étudier les capacités transformatrices des innovations sociales à travers leurs formes de dissémination.

Kirsten Koop, Pierre-Antoine Landel et Marie-Christine Fourny, Université Grenoble Alpes

Une piste prometteuse pour construire une approche fédératrice et émancipatrice et faire avancer la théorisation dans les études des innovations sociales est le concept de l'innovation sociale transformatrice (IST). L'IST se définit par sa contribution à la transformation sociétale en profondeur, aussi bien dans son intention que par les processus qu'elle engendre. En s'appuyant sur les modèles des transition studies, cette approche nous invite alors à explorer l'échelle méso, cet espace liminal de l'articulation entre les acteurs des innovations sociales (considérées comme des « niches » dans les *transition studies*) et des systèmes dominants territoriaux, nationaux ou encore globaux. Afin de se donner les moyens méthodologiques d'explorer ces processus dans cet espace méso, nous proposerons donc de concentrer les études de l'innovation sociale sur la diffusion des normes et valeurs alternatives, aux différentes échelles et dans les différentes sphères sociétales et les barrières.

Les conditions d'émergence de communs porteurs de transformation sociale. Geneviève Fontaine, Université Paris-Est Marne la Vallée

Dans la présente contribution nous chercherons à questionner les communs, en tant qu'actions collectives instituant autour de ressources vécues comme vulnérables, au regard de la transformation sociale nécessaire pour dépasser les crises sociales, économiques et environnementales. Après avoir caractérisé les communs sociaux, nous pourrions interroger leurs liens avec l'approche institutionnaliste de l'innovation sociale puisque dans les communs sociaux on retrouve la dimension collective, instituant et locale des communs traditionnels mais avec, en sus, une finalité d'accessibilité réelle à la ressource guidée par une aspiration de justice sociale et garantie par une liberté en termes d'opportunités et de processus (délibération). Nous pourrions alors chercher à déduire de son cadre d'analyse théorique et de ses études empiriques, les conditions favorables à l'émergence de ces communs sociaux innovant socialement. Nous nous appuyerons sur une analyse des variables influençant les « arènes d'action » pour dégager les conditions favorables propres à guider l'action collective.

L'approche émergente de l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul. Anahi Morales-Hudon, Simon Tremblay-Pépin, Jonathan Durand Folco et Philippe Dufort, Université Saint-Paul

Conceptualiser le lien entre initiatives locales et changements systémiques représente l'une des questions transversales des débats caractérisant l'innovation sociale comme champ d'études et de pratiques émergeant dans les universités. La communication présentera une proposition praxéologique se développant durant le processus de mise sur pied du premier département universitaire canadien entièrement dédié à cette question. Au confluent entre l'action collective, les institutions, l'économie et les politiques publiques, la conception de l'innovation sociale mise de l'avant par l'École intègre recherche transdisciplinaire et action sociale (Moulaert *et al.*, 2013). S'inspirant d'expériences locales (Venne, 2008) et internationales (Galbraith et Molinari, 2014), l'École souhaite mettre sur pied un incubateur où les étudiants-es pourront travailler avec des membres actifs de la communauté impliqués dans des projets innovants et émancipateurs. Notre programme de recherche et notre approche pédagogique visent plus spécifiquement à imbriquer trois formes d'appréhension du social par le biais de la recherche action : la compréhension des intersections des structures d'oppression, l'explication des changements systémiques par les mouvements sociaux et la gestion de la quotidienneté des luttes et de ses organisations. L'approche choisie repose sur une conception en trois étapes de la recherche-action : d'abord, le développement d'un rapport critique à la société; ensuite, le développement d'outils nécessaires à la gestion d'organisations œuvrant en innovation sociale; enfin, la pratique de l'innovation sociale sur le terrain, par le biais de stages ou de démarrage de projets. Ainsi, elle remet en question l'approche individualiste de l'innovation (Schumpeter, 1999) et se fonde plutôt sur une compréhension des structures sociales et des expériences d'action collective comme étant les véritables porteuses de l'innovation (Klein *et al.*, 2016).

Séance 6B Mouvements sociaux et transformation sociale / Social movements and social transformation

14h00 Présidence : Sid Ahmed Soussi, Université du Québec à Montréal

Du « Printemps arabe » au mouvement « Indignados »: déchiffrer la trame de fond d'une dynamique évolutionnaire globale de transformation sociale. Morad Diani, Arab Center for Research & Policy Studies

Du « Printemps arabe » au mouvement « Indignados », aux mouvements « Occupy », une nouvelle dynamique sociale est en marche à l'échelle globale, rassemblant des milliers d'« indignés » dans des centaines de villes de par le monde, prenant des formes d'action réelle (campements, assemblées, marches...) et/ou virtuelle (réseaux sociaux, forums, communautés virtuelles...). Dans l'écosystème de ces nouveaux mouvements sociaux, ce papier cherche à se comprendre leurs dynamiques endogènes, réelles et/ou virtuelles, ainsi que leurs connexions exogènes multiples (syndicats, partis radicaux, Attac,...). On s'interrogera notamment sur les caractéristiques innovantes de ces nouveaux mouvements sociaux par rapport aux mouvements plus classiques, en posant la question de leur rétention sur le moyen et long terme... Pour ce faire, ce papier propose une analyse évolutionniste lamarckienne de ces dynamiques sociales d'indignation et de révolte, en se

focalisant sur leurs mécanismes évolutifs sous-jacents en terme de variation, de sélection et de rétention.

Les rodas des mouvements antiautoritaires brésiliens comme levier de démocratisation du réseau de santé mentale de la ville de Campinas (État de São Paulo). Isabelle Ruelland, Université de Montréal

À partir de données recueillies lors d'une ethnographie de huit mois auprès de ce réseau, nous exposons le processus d'émergence et d'implantation d'espaces collectifs uniques communément nommés « rodas » (cercle en portugais). Cette notion fait référence aux situations au cours desquelles un petit groupe d'acteurs se réunit pour réfléchir, débattre et décider d'actions à mener en rapport à la santé mentale dans cette ville. Les rodas traversent un réseau d'organisations philanthropique, gouvernementale, et universitaire qui a vu le jour pour garantir le droit à la santé mentale durant la dictature. Au fil des années de luttes antiautoritaires, des citoyens ont construit des repères communs sur le plan organisationnel autour des rodas. Ces configurations partagées et connues de tous permettent aux citoyens de donner sens et forme à un projet local de démocratisation. L'analyse de ces espaces ouvre de nouvelles pistes de compréhension des leviers de pouvoir collectif en contexte organisationnel.

Accord sur le terrain du désaccord : les modalités de transformation sociale des projets « innovants » en question.

Yannick Martell, Université Picardie Jules Verne

L'IS est la notion qui a su s'imposer dans les champs administratifs, scientifiques et économiques pour désigner des activités autrefois qualifiées d'expérimentation sociale, d'alternatives ou plus largement de « vivre et travailler autrement ». Les récentes recherches s'accordent pour doter les projets d'IS d'ambition de transformation sociale. Pourtant, l'étude des mouvements sociaux contemporains mettent en doute l'hypothèse d'une vision partagée de la transformation sociale. Au contraire, ils nous renseignent sur le faible consensus qui réside autour de la politisation de ces activités. Partant des résultats d'une enquête par questionnaire (n=62) réalisée auprès de militants actifs (village Alternatiba, 2014) et d'entretiens avec des individus engagés dans des projets « innovants », nous montrons que les visions divergentes de la transformation sociale sont dépendantes de variables socio-professionnelles. Ces désaccords dessinent un alors continuum qui oppose une vision réformiste et une vision plus structurelle attachée à des questions politiques générales comme la dénonciation du capitalisme ou du néolibéralisme.

Les conseils municipaux et la politisation des citoyens : quelles transformations des pratiques citoyennes ?

Caroline Patsias, UQAM

Parle-t-on encore politique au sein des conseils municipaux et le cas échéant, comment ? Telle est la question principale à laquelle il s'agit de répondre à travers l'observation de plusieurs conseils municipaux et d'arrondissements sur l'île de Montréal. Cette question fait écho à deux objectifs de réflexion, le premier concernant les transformations de la démocratie et l'évolution des frontières entre le public et le privé, le second souhaitant interroger la façon dont les citoyens forgent leurs propres catégories du politique. Jusqu'ici les études ont plutôt analysé les processus de politisation au sein de groupes de la société civile. Elles ne peuvent donc que difficilement appréhender la façon dont la montée de l'ordinaire et les recompositions entre sphères privée et publique affectent également les institutions. Selon la conception retenue ici, le politique implique un discours en « termes publics, » ce dernier nécessitant une conflictualisation des enjeux, une argumentation en termes de justice ou la référence aux frontières d'une communauté. Ce marquage du politique, qui souligne qu'il ne suffit pas qu'un discours soit tenu dans une institution politique pour qu'il soit caractérisé par 'l'esprit public', permet de saisir quels interactions et débats contribuent à la politisation plutôt qu'à l'évitement du politique et quel est le rôle des citoyens et des élus à cet égard.

Séance 6C Innovation sociale, développement et acteurs / Social innovation, development and actors

14h00 Présidence : André Joyal, Université du Québec à Trois-Rivières

De la défense de la réputation comme effet pervers de leur domination : le cas des acteurs sociaux « Intermédiaires ». Jean-Marc Lairaudat, Université Paris 1, IDHE

La construction européenne, la réglementation et la montée au créneau de la concurrence dans le secteur de l'énergie, contraignent Électricité de France (EDF) et ses agents, à s'adapter aux règles du marché mais aussi, et plus récemment, à être remise en cause par une nouvelle menace extérieure : la réputation. EDF, porteur d'une mission de service public, s'est dotée d'organisations territorialisées pour décliner sa politique de solidarité envers les clients démunis. Ces entités locales ont, avec leurs professionnels, la charge de traiter indirectement cette menace extérieure en termes de risques de réputation auprès des acteurs locaux. Ainsi les groupes professionnels locaux mettent en place des stratégies offensives en développant un travail réputationnel. Le capital social et symbolique de ces acteurs Intermédiaires (Rodden, 2006) est utilisé comme « contre-dominance » pour se libérer de la construction d'une « domination réputationnelle » locale et imposée par des tiers (concurrents, médias). À l'heure où l'État reconfigure l'espace de ses actions et où la zone d'actions de la réputation s'étend à un niveau « blogosphérique », nous étudierons la défense de la réputation comme effet pervers de la domination des acteurs sociaux Intermédiaires, faibles en statut mais forts de leur capital symbolique, à l'échelle de

leur contexte local, le département. Après avoir cartographié le processus complet de la coupure d'énergie et avoir réalisé un panorama complet du système d'acteurs en place, de leurs tâches et de leurs relations à l'échelle du département, nous procéderons à l'analyse d'entretiens qualitatifs sur cinq groupes professionnels Intermédiaires. Nous montrerons dans cette communication que la notion de domination est à rapprocher de la notion de réputation dans certains contextes sociaux et que les stratégies d'action souhaitées, ou moins souhaitées, des Intermédiaires aboutissent à ce que la réputation locale d'EDF dépende du potentiel innovant d'acteurs à la marge.

La transformation sociale par l'innovation sociale dans la lutte contre la précarité énergétique. Le cas de Réseau éco habitat. Emmanuelle Besançon, Université de Picardie

L'objectif de notre contribution est de montrer que l'innovation sociale transformatrice peut émerger dans des espaces qui sont au départ ceux de la réparation sociale, dès lors que les associations caritatives transforment leurs modalités d'action dans une logique plus structurelle. Pour ce faire, nous nous appuyerons sur l'exemple de Réseau éco habitat dans le département de l'Oise (France), une initiative créée en 2014 en lien avec le Secours Catholique. Nous montrerons ce qu'implique ce changement de logique, en nous appuyant notamment sur les publications de la Stanford Social Innovation Review autour des notions d' « adaptive leadership » et d' « impact collectif ». Ce rapprochement nous semble opportun dans la mesure où ces travaux interrogent la posture que des acteurs comme les fondations peuvent adopter face à des problématiques sociales, en leur donnant un rôle qui ne soit plus (seulement) celui de la réparation sociale.

Réseaux productifs localisés et perspectives d'innovation territoriale au Maroc : une réflexion à partir des modèles d'action publique. Khadija Askour, Institut supérieur international de tourisme de Tanger

Les formes de réseautage productif d'acteurs, sous l'appellation générale du SPL (système productif local) et en référence au district d'Alfred Marshall, s'inscrivent dans un paradigme de recherche florissant. Le partage d'une valeur commune entre des entreprises et/ou des producteurs en coopération, et une meilleure spécialisation dans la production d'un produit ou d'un ensemble de produit, sont les éléments fondateurs de ce type de réseaux. L'entrepreneur schumpetérien solitaire se substitue à la coopération solidaire. De nombreux travaux et colloques scientifiques mettent en avant la performance du SPL de par notamment les innovations qu'il permet mais aussi aux potentiels de développement territorial qu'il accorde. Au Maroc, cette perspective de production se distingue comme une alternative pertinente à envisager notamment pour des filières et territoires en mal de développement. Plusieurs réseaux de coopération productive sont identifiés (Askour, 2009; Courlet 2001) et aussi proposés par les acteurs publics. Certains en cours et d'autres en perspectives. L'objectif de cette communication est ainsi d'interroger les possibilités d'une politique de mise en œuvre de SPL mais aussi la nécessité d'encourager un tel modèle de production au Maroc.

Séance 6D Conceptualisation et évaluation de l'économie sociale / *The conceptualisation and evaluation of the social economy*

14h00

Présidence : Martine Vézina, HEC Montréal

Un cadre conceptuel pour l'entreprise sociale dans une perspective d'économie sociale et solidaire. L'exemple du Québec. Marie J. Bouchard, UQAM; Paulo Cruz Filho, FAE Business School de Curitiba ; Tassadit Zerdani, UQAM

Depuis une dizaine d'années, de nouvelles entreprises combinant des objectifs sociaux et économiques apparaissent, s'adressant à des problématiques sociales ou environnementales émergentes. Certaines prennent un statut d'entreprise collective (coopérative, association), d'autres d'entreprises traditionnelles. On les regroupe souvent aujourd'hui sous le vocable d'entreprises sociales. Dans cette communication, nous analysons comment le concept d'entreprise sociale est utilisé au Québec, un territoire où le concept d'économie sociale est bien ancré et même institutionnalisé. En nous basant sur les dimensions historiques, institutionnelles et la compréhension conceptuelle du courant de l'économie sociale dans le contexte québécois, nous explorons les définitions, la terminologie et les typologies utilisées au Québec à l'heure actuelle. Le terme d'entreprise sociale est encore aujourd'hui très peu utilisé, justement en raison de la forte reconnaissance (sociale et institutionnelle) de la notion d'économie sociale. Or, toutes les entreprises ayant des objectifs sociaux ne répondent pas aux critères de la définition institutionnelle de l'économie sociale. Nous référant à la variété de formes organisationnelles pouvant se réclamer d'un double objectif social et économique, nous proposons un cadre conceptuel qui permet de comprendre les modalités organisationnelles de prise en compte d'objectifs sociaux dans les entreprises de l'économie sociale et aussi dans d'autres entreprises à vocation sociale. Nous suggérons que les «entreprises sociales» au Québec sont celles qui participent à des finalités sociales que vise l'économie sociale, sans partager nécessairement les caractéristiques organisationnelles de base et institutionnalisées des entreprises d'économie sociale. Nous concluons par une réflexion sur la relation entre la prégnance du concept d'entreprise sociale et le degré d'institutionnalisation de l'économie sociale.

De la reconnaissance à la mise en œuvre d'un projet entrepreneurial d'innovation sociale : pertinence de l'approche par les outils de gestion: le cas des Sorties Solidaires. Nathalie Schieb-Bienfait, Caroline Urbain, Nicolas Antheaume, Université de Nantes – LEMNA; Catherine Vargues

Rares sont les travaux relatifs aux rôles des outils de gestion dans les phases d'émergence entrepreneuriale, et particulièrement pour des projets relatifs à des innovations sociales ; or dans un contexte inter-organisationnel, l'outil peut être aux fondements de l'innovation sociale, il intervient alors très amont notamment dans les phases de structuration de l'action collective. Alors que les outils informatiques et numériques sont de plus en plus constitutifs de projet entrepreneurial – y compris dans l'univers associatif-, il nous a semblé pertinent de nous intéresser à la fois la fonction habilitante de l'outil, mais aussi aux aspects contraignants. Sur la base de ce constat, la présente communication étudie et interroge le rôle des outils de gestion dans la dynamique entrepreneuriale d'un projet d'innovation sociale. Prenant appui sur plusieurs courants théoriques (théorie de la régulation sociale, sociologie de la traduction, ...), la communication se fonde sur une recherche accompagnement menée pendant cinq ans auprès de l'association Les Sorties Solidaires à Nantes.

Performances des innovations sociales et évaluation de l'utilité sociale. Brahim Dinar, Université Hassan 1^{er} Settat

L'objet de cette communication est de montrer comment l'évaluation de l'utilité sociale d'une structure peut rendre compte de la performance de la stratégie sociale innovante de cette structure. Nous mettons l'accent sur le processus évaluatif entamé au Maroc depuis 2005, dans le cadre de l'Initiative nationale de développement humain, en tant que stratégie socialement innovante. Nous soulignons les points forts du registre évaluatif accompagnant cette initiative ainsi que les faiblesses qui y sont inhérentes. Il importe également de préciser que l'évaluation de l'utilité sociale (US) en tant que telle n'est pas présente dans les actes d'évaluation. Elle demeure implicite et entachée d'ambiguïté et d'anomalies.

Évaluer la transformation sociale des innovations sociales : les apories de la Gestion axée sur résultat et les promesses du Temps du projet. Nicolas Chochoy, Institut Jean-Baptiste Godin - Centre de transfert en pratiques solidaires et innovation sociale

Les récentes politiques publiques de soutien à l'innovation sociale mises en œuvre en France ouvrent aujourd'hui un débat centré sur les enjeux de l'évaluation. Dans cette contribution nous partons du constat quelque peu étonnant que la plupart des méthodes d'évaluation de l'impact social reposent sur une matrice de base qui est très rarement citée : la Gestion axée sur résultat (GAR). Sa visée est de montrer le rendement social des initiatives à travers un lien causal entre les ressources investies et les résultats en termes d'impacts uniquement attribuables à une organisation. Cette logique financière apparaît peu adaptée aux contextes et aspirations des dynamiques territoriales s'inscrivant dans une volonté de transformation sociale par l'innovation sociale. En partant des apories de la GAR, cette contribution envisage des pistes en vue de construire un cadre d'évaluation qui pourra alimenter une approche institutionnaliste de l'innovation sociale. Trois parties structureront cette contribution. Nous nous expliciterons tout d'abord les éléments communs issus de la GAR. Nous exposerons ensuite ses apories en termes d'excès de déterminisme causal. Enfin, nous proposerons des pistes de dépassements de ces apories à partir d'une représentation circulaire du temps : Le temps du projet (Dupuy, 2012). Cette proposition semble prometteuse dans le sens où, contrairement à la GAR, elle permet de construire un cadre d'évaluation plus propice aux aspirations des acteurs en plaçant l'aspiration sociale comme élément fondamental de l'évaluation. De cette manière, elle peut déboucher sur une démarche qui prend comme contrefactuel, non pas une situation évitée, mais un futur collectivement souhaitable. Ce n'est alors plus le lien causal entre les ressources investies et les résultats qui structurent l'évaluation, mais l'analyse collective de la correspondance plus ou moins établie entre ce futur collectivement souhaitable et la réalisation pratique des initiatives dans le temps.

Séance 6E Art, culture et éducation: initiatives innovantes / Art, culture and education: innovative initiatives
14h00 Présidence : Bernard Pecqueur, Université Grenoble Alpes

Culture de proximité et développement des communautés : élaboration et application d'une grille d'indicateurs de la vitalité culturelle des quartiers. Juan-Luis Klein, UQAM; Diane-Gabrielle Tremblay, TÉLUQ; Wilfredo Angulo, UQAM; Catherine Lareau, UQAM et Laurent Sauvage, TÉLUQ

Cette proposition de communication porte sur la culture et le développement des communautés locales. Il a été démontré par plusieurs que les activités culturelles ont un impact sur l'économie locale et les milieux de vie, notamment sur le sentiment d'appartenance territoriale. Les écrits sur ce thème témoignent aussi de l'existence d'un lien fort entre les arts et la culture et un ensemble d'indicateurs de développement socioéconomique. Il manque cependant des outils permettant aux acteurs sociaux locaux d'évaluer la vitalité culturelle locale et son effet sur le développement plus global de leur communauté. La communication portera sur une recherche partenariale réalisée à Montréal qui vise à combler ce manque. Elle présentera d'abord une grille d'indicateurs de la vitalité culturelle des quartiers. Ensuite, elle présentera les résultats de son application à un quartier de Montréal (Rosemont---Petite-Patrie). En conclusion, elle abordera le lien entre l'activité culturelle et le développement socioéconomique local.

L'intervention artistique en urbanisme : des expérimentations innovatrices portées par des entrepreneurs de

méthodes. Elsa Vivant et Nadia Arab, École d'Urbanisme de Paris (Université Paris Est)

Les initiatives associant artistes et professionnels de l'urbanisme se multiplient et reçoivent un écho très favorable. Cette communication étudie ce phénomène mal connu. Les auteurs montrent à travers la notion « d'entrepreneurs de méthodes » comment, dans un contexte de montée en puissance de l'approche sensible, d'un recentrage sur l'individu et d'un questionnement sur les outils urbanistiques se tisse un réseau composé de professionnels de l'art et de l'urbanisme favorables à la promotion de ces recompositions dans les pratiques de l'urbanisme, et ce, à partir de quatre cas. Nous décrirons ces entrepreneurs et ce qui caractérise les innovations qu'ils introduisent en organisant une rencontre inédite entre artistes et urbanistes. Nous verrons qu'elles s'inscrivent dans une filiation intellectuelle et militante mais que leurs conditions d'existence restent fragiles car les cadres de l'action urbaine contraignent la mise en œuvre de ces méthodes nouvelles. Nous nous pencherons enfin sur les modalités d'action déployées par ces entrepreneurs pour lever ces freins et faire advenir et perdurer la rencontre artistes-urbanistes dans le traitement des questions urbaines.

The Art Hive Science Shop: Breaking New Ground in Community Research Practice. J. Timm-Bottos, Université Concordia; Satoshi Ikeda, Institut Karl Polanyi et Jailson Lima, Collège Vanier (Réseau des Ruches d'Art)

An Art Hive is a special type of third space located between home and the university and between what is known and not known (Timm-Bottos & Reilly, 2014). This experimental space serves as a university classroom and a free community studio, offering a "transitional space of creative investigation" (Farley & Mishra Tarc, 2014 p.50). The Science Shop at La Ruche d'Art St Henri, introduced in 2015, is a unique method of bringing people expert scientists, artists, and other community members from diverse backgrounds together in purposeful science and art interactions, an acts as a safe space to engage in complex and often uncomfortable conversations. Steeped in the belief that citizens themselves have extensive creative capacity and many of the answers needed to solve social problems, such as racism, exclusion, food insecurity and other social determinants of health (Mikkonen, 2010), the Science Shop provides a place and materials, potential partnerships and resources for conversations that build awareness and the space for co-creation of new knowledge. The purpose of the diverse breadth of research activity is to demonstrate both at a community level and at an institutional scientific level that accessible creative arts is a cost effective method to promote health, foster an understanding of one's self, each other, and the world around us, and provide a platform to share diverse knowledges and skills at a community level, while fostering citizen inquiry across socially constructed barriers. The hope is that practiced over time, the efforts of a community Science Shop will lead to a proliferation of community-based research for social innovation: citizens partnering with the university to solve intractable and deeply held social inequities that contribute to negative determinants of health.

The strategies against poverty and social exclusion: the distance learning system for after-school learning in a rural community. Yu-Feng Wong, National Cheng Kung University

There is rich literature either individual research or review articles pointing that social determinants of health inequality are vary but the income distribution is more evident one resulting in health inequality (Wilkinson and Pickett, 2006; Deaton, 2003). Marmot (2002) vividly addresses "This may be because education affects health precisely because those with more education have higher incomes [...] it reflects a lifetime of different experiences, good and bad, that may affect health". That is said, availability of education resources may result income inequality, then affect on health. How to improve availability of education resources that prevent disadvantaged community from poverty and health inequality becomes more important issue since it involves reconciliation of social improvements with social transformations. The following case of distance learning demonstrates the management of the reconciliation of social improvements with social transformations in Gongguan Community (Tainan, Taiwan), a disadvantaged rural village that lost his primary school in 2006. To resolve the inequality, we had meeting between the local church, the community, and the primary school, and introduced distance learning system to the church through inviting 10 different organizations/units to offer resources. We developed a serious procedure to communicate with these resources providers, and managed and integrated the resources redistributed for the after-school learning. The after-school learning system further induced a transformation of service learning course committee in my university that makes the after-school learning system more sustainable.

Plénière 7 Le rôle de la recherche face à la transformation sociale / Social transformation: the role of science
Plenary 7 Présidence/ Chair : Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais
15h45

La co-construction d'une épistémologie socialement innovante pour l'analyse du développement territorial. Réflexions sur vingt ans de recherche-action. Frank Moulaert, KU Leuven et Abid Mehmood, Cardiff University

Cette communication présente une vue d'ensemble des apprentissages issus des projets de recherche portant sur la relation entre le développement local et l'innovation sociale (IS) menés sur deux décennies par le réseau international de recherche-action coordonné par le premier auteur et financé par la Commission européenne. Elle met en relief, d'une part, la nécessité d'étudier les relations entre le développement local et les opportunités de développement humain et, d'autre

part, les aspirations en faveur d'un tournant épistémologique qui se distancierait de la croissance et du développement local et qui se dirige vers des perspectives disciplinaires, interdisciplinaires et transdisciplinaires. À partir d'un aperçu chronologique, cette communication se penche sur les questions liées aux objectifs spécifiques des projets ainsi qu'aux défis théoriques et méthodologiques. Elle explique comment, au fil des ans, en résolvant ces questions, le réseau a construit un cadre de recherche-action en innovation sociale qui peut désormais servir de référence pour l'enrichissement mutuel entre différentes approches en innovation sociale et en recherche-action.

The co-construction of a socially innovative epistemology for the analysis of territorial development. Reflections on twenty years of action research

This presentation offers an overview of the learnings from research projects on the relationship between local development and social innovation carried out over two decades by an international action research network coordinated by the first author and financed by the European Commission. The overview highlights two topics: one, the need to study the relationship between local development and opportunities for human development; and two, the epistemological shift away from growth and local development and towards disciplinary, interdisciplinary and transdisciplinary perspectives. Structured chronologically, the overview focuses on issues pertaining to the specific objectives of projects as well as theoretical and methodological challenges. It also explains how the network's action research framework for social innovation, developed over the course of two decades, is today able to serve as a reference for the mutual enrichment between different approaches to social innovation and action research.

Vers une analyse de l'effet transformationnel de l'innovation. : la base de données relationnelle du CRISES. Juan-Luis Klein, Marie J. Bouchard, Louise Briand, Benoît Lévesque, Catherine Trudelle, Valérie Michaud, Mathieu Philibert, Martin Petitclerc, Damien Rousselière et Alexandre Duchesne Blondin, CRISES

La recherche sur les innovations sociales (IS) est principalement réalisée par le biais d'études de cas. Dans le but d'aller plus loin dans l'analyse de l'effet transformationnel de l'IS, le CRISES a conçu une base de données relationnelle qui vise l'analyse d'un grand nombre de cas afin de dégager les liens entre différentes formes d'IS, les configurations qu'elles prennent sur un territoire donné et leur imbrication à des échelles diverses, ainsi que leur évolution et leur diffusion dans le temps et dans l'espace. Cette approche permet d'approfondir des phénomènes peu étudiés sur l'IS, notamment l'émergence et la diffusion en grappes d'innovations, leurs processus d'institutionnalisation, voire leur configuration en système d'innovation. Cette communication portera sur le cadrage logique qui soutient cette base de données, lequel établit des liens théoriques et conceptuels entre l'IS et la transformation sociale.

Towards an analysis of the transformational impact of innovation: The relational database of CRISES

Research on social innovation (SI) is mainly carried out through case studies. In order to advance the analysis of the transformational impact of SI, CRISES designed a relational database that aims to analyze a large number of cases as a means to identify the links between different forms of IS, their configurations in a given territory, their interlinkage across different scales, as well as their evolution and distribution in time and space. This approach makes it possible to delve deeper into phenomena that have been little studied in the field of IS, in particular the emergence and the diffusion in clusters of innovation, their institutionalization processes, and their configuration as an innovation system. This presentation will focus on the logical framework that supports this database and that determines the theoretical and conceptual links between SI and social transformation.

La contribution des sciences humaines et sociales à l'innovation sociale : entre consensus et quiproquo. Yannick Lung et Luc Paboeuf, Université de Bordeaux, Crisalidh

Notre propos vise à nourrir le débat sur les conditions pratiques, théoriques et épistémologiques nécessaires pour que la communauté scientifique contribue à l'émergence d'un autre « esprit du temps » que celui qui domine aujourd'hui et restreint la portée transformatrice des innovations sociales. Il s'appuie sur notre expérience de création d'un « Centre de ressources pour l'innovation sociale par l'action locale et ses initiatives pour le développement humain » (projet CRISALIDH). Puisque la compréhension des innovations sociales ne peut faire l'économie de la prise en compte des savoirs tacites (Polanyi M., 1966) et d'usage (Nez, 2013) de celles et ceux qui les portent, elle invite à adopter une démarche praxéologique (Lhotellier & St-Arnaud, 1994) qui renouvelle la question de la légitimité du savoir qui se conjugue ici à la nécessité d'interroger la légitimité d'un agir social irréductible à une logique de performance mesurée à l'aune du marché.

The contribution of social sciences to social innovation: Between consensus and quid pro quo

The aim of our presentation is to examine the practical, theoretical and epistemological conditions necessary for the scientific community to contribute to the emergence of a "spirit of the times" other than the one prevailing today, which restricts the transformative scope of social innovations. Our research builds on our experience in creating CRISALIDH (Centre de ressources

pour l'innovation sociale par l'action locale et ses initiatives pour le développement humain). Given that any understanding of social innovation must take into account the tacit knowledge (Polanyi M., 1966) and through usage (Nez, 2013) of said innovation by those who drive or generate it, a praxeological approach (Lhotellier & St-Arnaud, 1994) is needed that renew the legitimacy of knowledge as well as of a social action that cannot be reduced to a market-based performance logic.

17h15 **Mot de la fin** / *Closing remarks*



COMITÉ SCIENTIFIQUE
SCIENTIFIC COMMITTEE

AUDEBRAND, Luc

Professeur au Département de management de l'Université Laval
luc.audebrand@fsa.ulaval.ca

JETTÉ Christian

Professeur agrégé à l'École de travail social, Université de Montréal
christian.jette@umontreal.ca

RAUFFLET, Emmanuel B.

Professeur au Département de management du HEC Montréal
emmanuel.raufflet@hec.ca

McCARTHY, Dan

Waterloo Institute of Social Innovation and Resilience
dmccarthy@uwaterloo.ca

MOULAERT, Frank

Professeur à la Faculté des sciences de l'ingénierie de la KU Leuven
frank.moulaert@kuleuven.be

PECQUEUR, Bernard

Professeur à l'Institut de géographie alpine de l'Université Grenoble Alpes
bernard.pecqueur@ujf-grenoble.fr

SIMARD Majella

Professeur au département d'histoire et de géographie, Université de Moncton
majella.simard@umoncton.ca

SOUSSI, Sid Ahmed

Professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal
soussi.sid@uqam.ca

TREMBLAY, Pierre-André

Professeur au Département des sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi
[pierre-andre tremblay@uqac.ca](mailto:pierre-andre_tremblay@uqac.ca)



COMITÉ ORGANISATEUR
ORGANIZING COMMITTEE

KLEIN Juan-Luis, responsable du comité

Directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), Professeur titulaire au Département de géographie, Université du Québec à Montréal
klein.juan-luis@uqam.ca

BOUCHER L. Jacques, membre du comité

Professeur au Département de travail social, Université du Québec en Outaouais
jacques.boucher@uqo.ca

CAMUS Annie, membre du comité

Professeure au Département d'organisation et de ressources humaines, École des sciences de la gestion, Université du Québec à Montréal
camus.annie@uqam.ca

NOISEUX Yanick, membre du comité

Professeur adjoint au Département de sociologie, Université de Montréal
yanick.noiseux@umontreal.ca

CHAMPAGNE Christine, responsable de la logistique, de la programmation et du financement

Agente de recherche du CRISES
champagne.christine@uqam.ca

BUSSIÈRES Denis R., responsable de la gestion financière

Coordonnateur du CRISES
bussieres.denis@uqam.ca

NAUD Florence, responsable du secrétariat

Secrétaire de direction du CRISES
crises@uqam.ca

PARENT Sylvie, co-responsable de la recherche de financement

Conseillère aux partenariats et au développement international, UQAM
parent.sylvie@uqam.ca

ROY Matthieu, co-responsable de la programmation et de la logistique

Agent de recherche CRIEST
roy.mattieu@uqam.ca



PARTENAIRES
PARTNERS

MERCI À NOS PARTENAIRES !
THANKS TO OUR PARTNERS!

Le 5^e Colloque international *Des émergences à la reconnaissance. Trajectoires d'innovation* est organisé par le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).

Cet évènement est rendu possible grâce à l'appui de généreux partenaires. Nous tenons à remercier chaleureusement les organisations et les personnes qui soutiennent la réalisation de cet évènement.

The 5th International Conference From Emergences to Recognition. Paths of Innovation is organized by the Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).

This event has been made possible through the support of our generous partners. We would like to thank all the individuals and organizations that have helped make this Conference a reality.

En ordre alphabétique/In alphabetic order

- ✓ Agence Universitaire Francophone (AUF)
- ✓ Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- ✓ Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH)
- ✓ Département de géographie (UQAM)
- ✓ École des sciences de la gestion (ESG UQAM)
- ✓ Faculté des sciences humaines (UQAM)
- ✓ Fondation Lucie et André Chagnon
- ✓ Fonds de développement de la CSN pour la coopération et l'emploi (Fondaction)
- ✓ Fonds Québécois de la recherche pour la société et la culture (FQRSC)
- ✓ Institut des sciences de l'environnement (UQAM)
- ✓ Maison de l'innovation sociale
- ✓ Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS)
- ✓ Vice-rectorat à la recherche et la création (UQAM)

Merci à nos partenaires :



Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Canada



Géographie

UQÀM





Centre de recherche sur les innovations sociales

Adresse postale

Université du Québec à Montréal
C.P. 8888, Succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8
Téléphone : (514) 987-3000 Poste : 4458
Télécopieur : (514) 987-6913

Adresse civique

Pavillon Saint-Denis, 10^{ème} étage
1290, rue Saint-Denis
Montréal (Québec) H2X 3J7

crises@uqam.ca

www.facebook.com/CRISESuqam

Twitter: @LeCRISES

CRISES

www.crises.uqam.ca

Centre de recherche sur les innovations sociales

Fonds de recherche
Société et culture
Québec



Conseil de recherches
en sciences humaines
du Canada

Canada

Social Sciences and
Humanities Research
Council of Canada



FONDACTION
CSN POUR LA COOPÉRATION
ET L'EMPLOI



CAISSE.
D'ÉCONOMIE.
SOLIDAIRE.

ESG UQÀM

École des sciences de la gestion
Université du Québec à Montréal

MAISON DE
L'INNOVATION
SOCIALE

Fondation Lucie
et André Chagnon



UQÀM

Bureau de la vice-rectrice à la Recherche et à la création
Département de géographie
Faculté des sciences humaines
Institut des sciences de l'environnement